

RAPPELS: LES INSTRUMENTS D'ANALYSE STATISTIQUE

On distingue essentiellement 4 instruments d'analyse statistique : la part, les indices simples, le coefficient multiplicateur et le taux d'accroissement

I- LA PART OU LE POURCENTAGE DE REPARTITION:

1- Définition :

Elle mesure l'importance d'une grandeur dans un ensemble donnée. Sa formule est :

$$\text{Part} = \frac{\text{Sous-ensemble}}{\text{ensemble}} \times 100$$

N.B : La somme des parts est toujours égale à 100. Elle est exprimée en pourcentage.

Exemple : En 2016 il y'avait 53 élèves en T.S.ECO dont 30 garçons. Calculer la part des garçons et en déduire celle des filles.

2- Interprétation de la part

La part s'interprète en fonction de sa formule et commence toujours par 100 (l'ensemble) et se termine par le chiffre à interpréter (le sous ensemble)

Exemple : Proportion de la population de l'Afrique dans la population mondiale

Années	1700	1800	1900
Part (%)	15,73	10,69	8,44

15,73% signifie qu'en 1700 sur 100 individus dans le monde 15,73 étaient des africains ;

8,44% signifie qu'en 1900 sur 100 individu dans le monde 8,44 étaient des africains.

II- LES INDICES SIMPLES

1- Définition

L'indice est un rapport entre 2 valeurs d'une même grandeur permettant l'interprétation de son évolution dans le temps ou dans l'espace.

$$I_{t1/t0} = \frac{G_{t1}}{G_{t0}} * 100 \text{ alors } I = \frac{V_A}{V_D} * 100$$

V_A = la valeur d'arrivée ; V_D = valeur de départ ;

NB: Il existe 4 possibilités de choix de l'année de base ou année de référence :

- l'année de début de la période ;

- l'année de la fin de la période ;
- l'année du milieu de la période appelée année médiane ;
- l'année précédente.

REMARQUE :

- L'indice n'a pas d'unité ;
- Il retrace une évolution mais ne donne ni le niveau ni le volume.

Exemple : Soit l'évolution de l'effectif de la T.S.ECO

Année	2000	2005	2010	2015	2017
Effectif	45	56	53	60	62

TAF : Transformer ce tableau en indice suivant les 4 possibilités du choix de l'année de base.

2- Interprétation de l'indice :

Pour interpréter l'indice, on le transforme d'abord soit en taux ($T=I-100$), soit en coefficient multiplicateur ($m=I/100$)

Remarque :

I>100 : veut dire que la grandeur augmente par rapport à la période de base ;

I<100 : veut dire que la grandeur diminue par rapport à la période de base.

I=100 : veut dire que la grandeur n'a connu aucune variation sur la période.

Exemple : Soit l'évolution de la population de l'Afrique

Années	1700	1800	1900	1950
Indices	100	95,32	128,97	204,67

TAF : Interpréter les chiffres du tableau.

III- LE COEFFICIENT MULTIPLICATEUR

1- Définition

Le coefficient multiplicateur est le nombre par lequel il faut multiplier la valeur initiale (VD) pour obtenir la valeur finale (VA).

$$CM \text{ ou } m = \frac{VA}{VD}$$

2- Interprétation :

- Si $m < 1$, il y a diminution de la grandeur sur la période
- Si $m > 1$, il y a augmentation de la grandeur sur la période
- Si $m = 1$, il y a une stagnation ou une stabilité de la grandeur sur la période ;

Ou de telle année à telle année la grandeur a été multipliée par m

IV- LES TAUX D'ACCROISSEMENTS

On les appelle encore taux de variation .Il y a lieu de distinguer deux taux d'accroissements différents :

1- Le taux d'accroissement global (TAG ou T) exprime en %

a- Définition :

Le taux d'accroissement global exprime la variation entre la valeur d'arrivé et la valeur de départ (VA- VD) relativement à la valeur initiale(VD).

$$T = \frac{VA-VD}{VD} \times 100$$

b- Interprétation :

t% veut dire : de telle année à telle année, le phénomène du pays a augmenté globalement de t%

2- Le taux d'accroissement annuel moyen (TAAM ou T') exprimé en %

a- Définition :

Le **taux de croissance annuel moyen (TCAM)** permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n périodes.

$$T' = (\sqrt[n]{M} - 1) \times 100 \text{ ou } T' = (\sqrt[n]{mg} - 1) \times 100$$

n = nombre d'année de la période et m = coefficient Multiplicateur de la période.

Et le coefficient multiplicateur glob $T' = (\sqrt[n]{m} - 1) \times 100 \text{ ou } T' = (\sqrt[n]{mg} - 1) \times 100$

- M est le coefficient multiplicateur global. Il est calculé quand les données sont en chiffres absolus ou en indices.

$$M = \frac{VA}{VD}$$

- mg est le produit des coefficients multiplicateurs ; $mg = m_1 \times m_2 \times m_3 \times \dots$
- n est le nombre d'années sur la période ;
- Si les données sont en chiffres absolus ou en indices, le nombre d'années se calcule

$n = aa - ad$ (Année d'arrivée- année de départ) ;

- Si les données sont en pourcentage du taux de variation, deux cas se présentent :

Premier cas : lorsque les années se répètent, on ajoute (+1) au n de la première période et le n des autres périodes se calcule : $n = aa - ad$

Deuxième cas : lorsque les années ne se répètent pas, on ajoute toujours (+1) au n .

Lorsque les données sont exprimées en pourcentage du taux annuel moyen :

$$m = \left(\frac{T'}{100} + 1 \right)^{n \text{ ou } n+1}$$

Lorsque les données sont exprimées en pourcentage global :

$$m = \left(\frac{T}{100} + 1 \right)^1$$

b- Interprétation :

$t\%$ veut dire : de telle année à telle année, le phénomène du pays a augmenté de $t\%$ en moyenne chaque année.

Exemple : Soit l'évolution de l'emploi total dans les pays industrialisés.

% Taux annuel moyen de variation				
	1968-1974	1974-1980	1980-1984	1984-1988
USA	2,3	2,3	1,4	2,3
Japon	0,8	0,9	1,0	1,1
France	1,1	0,8	-0,4	0,2
RFA	0,4	0,2	-0,9	0,8
Italie	0,1	0,8	0,1	0,6
Royaume Uni	0,2	0,1	1,1	1,6

1-Donner la signification des chiffres entourés.

2-Calculer le taux de variation globale de l'emploi en France sur la période.

3-Calculer les taux de variation moyen de l'emploi total de la RFA sur la période.

SERIE D'EXERCICES

Exercice 1 :

Indice de la production manufacturière 1920-1938 (base 100=1913) dans certains pays industrialisés.

	Etats-Unis	France	Royaume Uni	Allemagne
192	120	70	80	55
1925	150	115	79	90
1930	150	140	81	102
1935	145	110	110	120
1938	150	115	117	153

1. Interpréter les chiffres en gras en utilisant le coefficient multiplicateur
2. Quels pays connaissent une diminution de leur production manufacturière ? Préciser les dates de diminutions.
3. Globalement comment évolue la production manufacturière dans ces pays ?
4. Calculer le TAG et TAAM de la production manufacturière de la France sur la période 1913-1938 et 1920-1938. Interpréter les résultats.

Exercice 2 :

Accroissement démographique de cinq républiques soviétiques

Républiques	Fécondité Indicateur conjoncturel)			Taux annuel moyen(en %) de 1956 à 1986	Population (en millions d'habitants)
Russie	2,8	2,0	2,1	0,83	144,1
Ukraine	2,5	2,1	2,1	0,83	51,0
Estonie	2,4	2,2	2,1	0,95	1,5
Arménie	4,2	3,2	2,4	2,52	3,4
Ouzbékistan	4,4	5,8	4,6	3,13	18,5
URSS	3,0	2,4	2,4	1,15	278,8

1. Interpréter les chiffres en gras ;
2. Calculer le taux de croissance global de la population de l'Ouzbékistan sur la période ;
3. Quelle est en pourcentage l'évolution de la fécondité en Arménie ?
4. Comment évolue la fécondité en Russie et en Estonie ?

Exercice 3 :

	1913-1950	1950-1973	1973-1984
Agriculture	1,2	5,9	4,0
Industrie	1,3	5,2	2,6
Services	0,6	2,5	1,0

1. Donner la signification des chiffres en gras ;
2. Calculer le TAG sur la période 1913-1950 et Interpréter ;
3. Calculer le TAAM sur la période 1913-1984 de la productivité dans les services et interpréter.
4. Exercice 1 :

Indicateurs démographiques comparés. Chine, Inde, Sri Lanka

	Espérance de vie féminine à la naissance (en années)		Taux de mortalité infantile (en ‰)		Taux annuel moyen d'accroissement de la population (en %)	
	1965	1986	1965	1986	1965-1980	1980-1986
Chine	56	70	90	34	2,2	1,2
Inde	44	56	151	86	2,3	2,2
Sri Lanka	65	72	63	29	1,8	1,5

1. Que signifient les données soulignées ?
2. Calculer le TAAM de l'espérance de vie féminine à la naissance en Inde sur la période

3. Calculer le TAG de la population du Sri Lanka de 1965 à 1986.

Exercice 4 :

Indicateurs socio-économiques pour quelques pays en développement

		Brésil	Mexique	Thaïlande	Nigeria
Taux de croissance annuel du PNB (en %)	1960-1970	5,4	7,1	8,3	3,1
	1970-1977	3,8	4,7	7,0	6,2
Taux de croissance démographique annuel (en ‰)	1960-1970	2,9	5,3	5,0	2,5
	1970-1975	2,5	3,3	2,7	3,2
		92 en 1977	60 en 1978	68 en 1975	153 en 1975
Part des biens agro-alimentaires dans les :	Exportations (en n%)	47,2 en 1979	33,8 en 1977	57,9 en 1978	7,6 en 1977
	Importations (en %)	11,9 en 1979	13,1 en 1977	4,6 en 1978	14,4 en 1977

1. Donnez la signification des chiffres en gras
2. Calculez le taux de variation global du PNB du Nigeria sur la période 1960-1977
3. Calculez le taux de variation annuel moyen de la population du Mexique sur la période 1960-1975.

Exercice 5 :

Evolution des coefficients budgétaires en France

En % de la consommation totale	1700	1850	1950	2005
Alimentation	82	64	46	14
Logement	8	16	13	25
Habillement	10	17	15	5
Revenu par habitant (en indices)	100	175	579	2 807

Source : Henri Bourachot, cours d'économie générale, ellipse 2044 et INSEE 2006.

1. Que signifient les chiffres en gras ?
2. Calculez le montant dépense dans l'habillement en 1950 si la consommation totale à la même date s'élevait à 1 235 milliards de dollars
3. Quelle est la valeur du revenu par habitant en 1700 sachant qu'elle se chiffre 321 112 \$ en 2005 ?

Exercice 6 :

L'investissement dans le secteur public industrie (au sens strict)

(Indices de volume base100 : l'année précédente)

	1982/1981	1983/1982	1984/1983	1985/1984	1986/1985
Ensemble de l'industrie manufacturière	92	95	108	109	105
Secteur Privé	92	94	107	112	108
Secteur Public	83	105	111	98	98
Biens intermédiaires	87	123	118	100	91
Biens d'équipement	104	94	97	106	114
Véhicule automobile et autres matériels de transport terrestre	82	100	91	82	83

Source : Enquête de conjoncture « Investissement » deb mars 1983, novembre 1984-Ecoflash mai 1986

1. Que signifient les chiffres en gras ?
2. Quel est le TAAM de l'investissement dans le secteur public entre 1981 et 1986 ?
3. Si le secteur prive avait investi 572 millions de dollars en 1986, calculez le montant investi en 1985.

Exercice 7:

Accroissement démographique de cinq républiques soviétiques

République	Fécondité (indicateur conjoncturel)	Taux annuel moyen de	Population (en millions)
------------	--	-------------------------	-----------------------------

				croissance (%) (1956-1986)	d'habitants) 1986
	1950	1970	1983	0,83	144,1
Russie	2,8	2,0	2,1	0,83	51,0
Ukraine	2,5	2,1	2,1	0,95	1,5
Estonie	2,4	2,2	2,1	2,52	3,4
Ouzbékistan	4,2	3,2	2,4	3,13	18,5
URSS	4,4	5,8	4,6	1,15	278,8
	3,0	2,4	2,4		

Source : population et société n°208, Décembre 1986 INED.

1. Interprétez les chiffres soulignés en gras ;
2. Calculez le taux de croissance global de la population de l'Ouzbékistan, de l'Arménie et de URSS sur la période 1956-1986.
3. Quels étaient les effectifs de la population de la Russie et de la population de l'Arménie en 1956 ?
4. Calculez le taux de variation de la fécondité de l'Ukraine sur la période.

Exercice 8 :

Part des dépenses de recherche et de développement de l'industrie dans le PIB marchand

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Etats-Unis	1,90	1,97	2,13	2,17	2,19	2,25	2,28
Japon	1,47	1,59	1,69	1,83	1,94	2,11	2,09
Allemagne	-	2,16	-	2,28	-	2,49	-
France	1,46	1,56	1,62	1,62	1,70	1,78	1,77
Royaume-Uni	-	2,10	-	1,93	-	2,02	2,25
Italie	0,60	0,69	0,72	0,77	0,82	0,92	-
canada	0,68	0,82	0,93	0,89	0,93	-	-

Source : OCDE in D.Teillac,op.cit

1. Donnez la signification des chiffres en gras et en Gras ;
2. Comment évolue la part des dépenses de recherche et de développement de l'industrie sur la période ?
3. calculez le montant de la production marchande des Etats Unis sur la période en 1986 sachant que les dépenses de recherches et développement ont couté 2 millions de dollars ;
4. calculez le total des dépenses de développement et de recherche si le PIB s'élevait à 3 500 Milliards de yens au japon ;
5. Dégagez le contenu essentiel de ce document.

MODULE 1 :
CROISSANCE, DEVELOPPEMENT ET TECHNIQUE DE
DISSERTATION

CHAPITRE I : CROISSANCE ECONOMIQUE

I- DEFINITION ET MESURE

1- Définition :

Selon la définition de François Perroux la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, c'est le produit global net en termes réel »

Plus simplement la croissance économique est l'augmentation de la production d'un pays pendant une longue période. Elle revêt un aspect quantitatif.

2- Autres notions de croissance

- **la croissance intensive** : est l'augmentation de la production en quantité grâce à une plus grande efficacité des facteurs de productions qui se traduit par des gains de productivité (progrès technique, amélioration de la formation et qualifications).
- **la croissance extensive** : est la croissance obtenue par l'augmentation des facteurs mis en œuvre.
- **la croissance zéro** : est une croissance qui respecte l'environnement et préserve les ressources non renouvelables.
- **l'expansion économique** : est la hausse de la production d'un pays durant une courte période.
- **le progrès économique** : est l'accroissement de la quantité de biens et de services produite et disponible par individu.

3- La mesure de la croissance économique

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le produit intérieur brut (PIB) .IL offre une certaine mesure quantitative du volume de la production. Le taux de croissance est le taux variation des PIB réels.

$$\text{Taux de croissance} = \frac{\text{PIB2}-\text{PIB1}}{\text{PIB1}} \times 100$$

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique.

4- Les limites du PIB :

Le PIB est un indicateur de richesse qui ne permet pas de prendre en compte les externalités positives (travail au noir, les accidents routier, activités illégales: drogue, proxénétisme...) ou négatives (les dégradations de l'environnement, la pollution, l'épuisement des ressources

naturelles...) liées à la croissance. Il ne mesure pas le bien-être, la santé, l'éducation, ou le chômage et les inégalités.

Ainsi une partie importante de l'activité économique qu'on qualifie d'économie souterraine ou de secteur informel échappe à la comptabilité nationale et n'est pas pris en compte dans le calcul du PIB.

Le secteur informel occupe **78,6%** de la population active du Mali, **75%** de celle de la Mauritanie, **74,9%** de celle de la Guinée et **70%** de celle du Burkina.

II- LES FACTEURS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

On peut distinguer plusieurs types de déterminants de la croissance : les richesses naturelles, l'environnement extérieur, la population, innovation, investissement, la connaissance, la cohérence du développement.

En bref, la croissance économique s'explique d'abord par l'accroissement des facteurs de production et ensuite par le progrès technique à travers les produits nouveaux, les procédés et équipements nouveaux, meilleure spécialisation, une meilleure organisation des entreprises.

Il est aussi nécessaire de prendre en compte des dépenses publiques comme facteurs explicatifs de la croissance. Celles-ci peuvent jouer un rôle positif en contribuant à accroître le capital humain (dépenses de santé, d'éducation) et en réalisant des infrastructures qui sont directement productives.

Les théories explicatives de la croissance ont conduit à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie.

Joseph SHUMPETER considère que l'innovation portée par les entrepreneurs constitue la force motrice de la croissance. Il introduit aussi le concept de « destruction créatrice » pour décrire le processus par lequel une économie voit se substituer à un modèle productif ancien, un nouveau modèle fondé sur des innovations.

III- LA CROISSANCE EN QUESTION

Les tenants de la décroissance considèrent la croissance infinie comme une impossibilité physique. Ils expriment de sévères réserves sur la possibilité de poursuivre le modèle actuel de croissance en raison de la nature finie des ressources naturelles.

De même ils soulignent les éventuelles dégradations de l'environnement qui pourraient remettre en cause la croissance future.

La production économique engendre dans certains cas des perturbations dans les équilibres écologiques. Augmenter la production des biens matériels peut aggraver ces perturbations.

Le réchauffement climatique amène l'ensemble des économies du monde à prendre en compte

leurs émissions de gaz à effet de serre et à rechercher au maximum une « croissance propre »

Les critiques de la croissance insistent aussi sur les déséquilibres qui peuvent naître de la croissance (bouleversements sociologiques, politiques et écologiques). De plus certains critiques considèrent que la croissance bénéficie surtout à une minorité alors que la majorité ne retire aucun bénéfice ni en niveau de vie encore moins en qualité de vie de la croissance économique.

Pour tenants de la croissance, croissance et environnement sont conciliables dans la mesure où la croissance permet aux pouvoirs publics d'avoir une politique environnementale plus ambitieuse grâce à des recettes fiscales plus élevées. En période de croissance les entreprises et les ménages voient leur situation financière s'améliorer ce qui peut rendre ces agents économiques plus réceptifs aux problèmes environnementaux.

La croissance permet la diminution des inégalités de revenu des individus à l'échelle mondiale. La diminution rapide de la pauvreté est largement due à la croissance dans le monde.

CHAPITRE II : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIALE

INTRODUCTION

Depuis le début des années 1990, l'idée de développement durable s'est largement implantée dans le discours politique et médiatique, dans certaines institutions internationales et de plus en plus dans la vie de tous les jours. Bien que la croissance soit à l'origine du développement économique et social celui-ci est un phénomène plus large que la croissance. Faut-il renoncer à la croissance pour préserver le capital naturel et la capacité des générations futures à satisfaire leurs besoins ? Peut-on au contraire espérer concilier croissance et développement durable ?

Dans une première partie nous évoquerons la notion de développement et de développement durable puis dans une deuxième partie nous verrons comment mesurer le développement durable et par la suite nous essayerons d'établir le lien entre croissance et développement.

A/NOTION DE DEVELOPPEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

I- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Le développement est la transformation des structures démographiques, économiques et sociales favorisant le progrès social et le bien-être, et qui accompagne souvent la croissance.

Selon F. Perroux, le développement est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement son produit réel global »

II- DEVELOPPEMENT DURABLE

a. Définition :

La prise en compte des effets pervers de la croissance a conduit à préciser les qualités que devrait réunir un « bon » développement : c'est ce qui a abouti en 1987 à la définition, par les nations unies de l'objectif de développement durable comme « un développement qui répond au

besoin des présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (rapport Brundtland)

b. La problématique du développement durable

Certains économistes refusent la notion de développement durable et dénoncent la course à la production, la nécessité de produire toujours davantage. Pour ce courant la seule façon de résoudre les problèmes écologiques est la décroissance car la croissance de la production de biens et de services et respect de l'environnement sont incompatibles.

Avec le modèle économique actuel, il semble impossible de concilier croissance et développement durable :

- Les pays les plus riches sont les plus gros consommateurs d'énergie par habitant ;
- les ressources naturelles (énergie, eau, sols, forêts...) sont en voie d'épuisement ce qui remet en cause la capacité des générations futures d'assurer leurs besoins ;
- une croissance élevée, à cause des émissions de gaz à effets de serre, génère un changement climatique (élévation de la température, modification du régime des précipitations) qui a ou aura de nombreuses conséquences néfastes (élévation du niveau de la mer, désertification, catastrophes naturelles, risques sanitaires...)

Cependant il existe des nouvelles méthodes de production et de consommation qui peuvent concilier la croissance économique avec développement durable : recherche de nouvelles énergies, politiques en faveur du développement durable à travers les taxes écologiques.

C'est pourquoi les économistes néo-classiques sont optimistes en ce qui concerne la soutenabilité de notre modèle de croissance productiviste. Selon eux, il serait possible grâce à l'internationalisation et en particulier le rôle productif du progrès technique de concilier à la fois croissance économique et développement durable au niveau mondial.

B/ MESURE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

I- L'INDICATEUR DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (IDH)

L'indicateur de développement humain (IDH) est un indicateur synthétique développé par le PNUD (**Programme des Nations Unies pour le Développement**) en 1990 pour mesurer le développement des nations. Il prend en compte plusieurs indicateurs :

- l'espérance de vie à la naissance ;
- le taux d'alphabétisation ;
- le PIB par tête.

D'autres indicateurs du développement : l'indice de pauvreté humaine, l'indice de participation des femmes à la vie politique.

Intérêt : Ces indicateurs prennent donc en compte des aspects qualitatifs qui ne sont pas pris en

compte par la mesure de la croissance économique

II- CALCUL DE L'IDH

La formule générale de l'indice dimensionnel est :

$$\text{Idem} = \frac{\text{valeur réelle observée} - \text{Valeur minimale}}{\text{Valeur maximale} - \text{Valeur minimale}}$$

- Indice de l'espérance de vie à la naissance (IEV) = $\frac{\text{valeur réelle observée} - \text{Valeur minimale}}{\text{Valeur maximale} - \text{Valeur minimale}}$
- Indice de la durée moyenne de scolarisation (IDMS) = $\frac{\text{valeur réelle observée} - \text{Valeur minimale}}{\text{Valeur maximale} - \text{Valeur minimale}}$
- Indice de l'éducation de la durée attendue de la scolarisation (IDAS) = $\frac{\text{valeur réelle observée} - \text{Valeur minimale}}{\text{Valeur maximale} - \text{Valeur minimale}}$
- Indice de l'Education (IE) = $\frac{\sqrt{\text{IDMS} \times \text{IDAS}} - \text{Valeur minimale}}{0,978 - \text{Valeur minimale}}$
- Indice du niveau de vie (IR) = $\frac{\ln(\text{Valeur réelle}) - \ln(\text{valeur minimale})}{\ln(\text{valeur maximale}) - \ln(\text{Valeur minimale})}$

$$\text{Indice combiné de l'éducation} = \frac{\sqrt{\frac{13,1 \times 18}{13,1 + 18}}}{2} = 0,978$$

$$\text{IDH} = (\text{Ivi} \times \text{IEducation} \times \text{Irevenu})^{\frac{1}{3}} = \sqrt[3]{\text{Ivi} \times \text{IEducation} \times \text{Irevenu}}$$

Les valeurs minimales et les valeurs maximales pour les différents critères sont :

Indicateurs	Valeur maximale observée	Valeur minimale observée
Esperance de vie à la naissance	83,4	20
Durée moyenne de scolarisation	13,1	0
Durée attendue de scolarisation	18	0
Indice combiné de l'éducation	0,978	0

Revenu national Brut par habitant (PPA\$)	10 772,1	100
---	----------	-----

NB : **Indice combiné de l'éducation** =
$$\frac{\text{Moyenne géométrique-valeur minimale}}{\text{Maximal de l'indice combiné-Valeur minimale}}$$

$$\Rightarrow \text{Indice combiné de l'éducation} = \frac{\sqrt{\text{IDMS} \times \text{IDAS}} - 0}{0,978 - 0}$$

III- CLASSEMENT DES PAYS SUIVANTS L'IDH

LE classement des pays au regard de l'IDH se divise en 3 parties (pays à niveau de développement humain élevé, ceux à niveau de développement humain moyen et les pays à faible niveau de développement humain) et se fait comme suit.

- IDH > 0,800 pays à développement élevé
- 0,500 < IDH < 0,800 pays à développement humain moyen
- IDH < 0,500 pays à développement humain faible

CRITIQUES

L'IDH présente lui aussi des limites. il n'intègre que 3 critères sociaux-culturels d'autres aspects du développement humain comme l'accès aux soins, le cadre de vie, la condition féminine, la nutrition, le respect des droits de l'homme ne sont pas pris en compte. L'IDH est une moyenne nationale ce qui masque les inégalités entre les sexes les régions, les classes de revenu...

C/ INTERACTION ENTRE LA CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT

La croissance est considérée comme une condition nécessaire au développement

La croissance peut favoriser le développement : La croissance, en créant davantage de richesses, en réduisant le chômage, permet la hausse du niveau de vie de la population (accroissement du niveau de consommation) et favorise le développement humain. La hausse du niveau de vie peut permettre une meilleure satisfaction des besoins primaires et secondaires, peut permettre aux ménages de mieux se soigner favorisant la hausse de l'espérance de vie, de mieux se former permettant de réduire l'analphabétisme.

Une forte croissance permet à l'Etat de dégager des ressources plus importantes favorisant ses interventions dans le domaine de la santé, de la formation facilitant ainsi le développement.

La hausse de la production dans un secteur d'activité, par ex le secteur primaire, à travers la réalisation d'économies d'échelle favorise la baisse du prix des produits agricoles libérant du pouvoir d'achat pour la satisfaction de nouveaux besoins (produits industriels) La croissance est donc l'origine des transformations économiques (industrialisation et tertiarisation) signe du développement.

Mais elle n'en est pas pour autant une condition suffisante.

La croissance ne s'accompagne pas toujours d'un développement humain .Elle ne signifie pas obligatoirement amélioration du bien-être et progrès social dans le cas où les richesses supplémentaires créées sont monopolisées par une minorité ou utilisées dans des domaines peut favorables au progrès social du plus grand nombre ;dans le cas d'une économie désarticulée (c'est-à-dire une croissance qui repose sur un secteur exportateur déconnecté de l'économie locale et de la satisfaction des besoins essentiels de la population), aussi dans le cas où la croissance ne s'accompagne pas de progrès vers la démocratie ,d'évolution des mentalités. Par ailleurs le développement permet d'assurer la croissance durable :

- des transformations sociales comme un meilleur accès à l'éducation permettent d'améliorer la qualification de la main d'œuvre. Cette évolution favorise la hausse de la productivité et donc la croissance intensive.
- des transformations démographiques comme la baisse de la fécondité permettent de soulager financièrement l'Etat qui peut consacrer davantage de moyens financiers dans d'autres domaines favorisant ainsi la croissance.
- des transformations politiques comme la marche vers la démocratie peuvent créer un climat de confiance favorisant l'arrivée de nouveaux capitaux et de nouvelles firmes multinationales.

La croissance durable n'est pas possible sans un changement des structures économique (industrialisation puis tertiarisation) permettant à la croissance de perdurer.

CHAPITRE III : LA TECHNIQUE DE LA DISSERTATION ECONOMIQUE

Un devoir d'économie permet d'évaluer les connaissances de l'étudiant ou l'élève, sa capacité de compréhension et d'analyse, ainsi que la qualité de son expression écrite.

La dissertation est un texte structuré qui obéit à des règles de présentation formelle.

A. LES ETAPES D'ELABORATION D'UNE DISSERTATION ECONOMIQUE

I- ANALYSE DU SUJET

Elle évite le « hors sujet » et encadre la recherche d'idées. Elle impose deux conditions préalables : aller au cœur du sujet (c'est-à-dire de quoi s'agit-il ?) et circonscrire le sujet (c'est-à-dire définir ses frontières)

Un sujet de dissertation inclut 3 éléments :

La consigne c'est-à-dire la tâche à accomplir ;

Le contexte (qui aide à dresser les limites du devoir);

Le cœur du sujet c'est-à-dire l'objet du travail

II- LIRE ET COMPREDRE LE SUJET

Dans le libellé ou l'énoncé du sujet il faut distinguer les catégories de termes qui répondent aux questions suivantes :

Sur quel objet d'étude le sujet porte –il ? C'est-à-dire de quoi va-t-on parler ?

Quelle est la question posée ? C'est à dire quelle est la nature du questionnement ? Que nous demande-t-on de faire

III- ANALYSE DES DOCUMENTS

Pour éviter le risque de paraphrase, il faut questionner le document en posant les questions suivantes :

Quelles informations le document apporte –t-il ? Quel est son contenu ?

A quelles connaissances en cours fait-t-il référence ?

Quelle relation entretient-il avec les autres documents du dossier ?

Comment l'utiliser dans le plan ? A quelle place ? Dans quelle partie

Les documents aident à l'élaboration de la problématique, donnent les axes de recherche pour le plan et permettent de démontrer et d'argumenter.

Généralement 3 sortes de documents accompagnent les sujets de dissertation : les tableaux statistiques ,les textes et les graphiques.

NB : Ces documents doivent être analysés par ce qu'ils apportent des informations indispensables mais non suffisantes pour traiter le sujet.

Analyse d'un texte : elle consiste à en tirer l'idée essentielle soit par la méthode des phrases cohérentes soit par la méthode de l'idée maîtresse (l'idée essentielle),

Analyse d'un tableau statistique : Elle commence du général au particulier .l'idée générale se trouve dans la ligne « ensemble »ou la colonne « total ».le cas particulier est celui qui attire l'attention. On décrit avant d'expliquer en commençant par les totaux et on analyse les cas opposés.

Analyse d'un graphique : commence par la lecture des variables qui sont en relation. Il faut ensuite : décrire la tendance générale du phénomène distinguer les périodes de rupture dans le temps faire l'analyse en commençant par présenter le graphique et expliquer les raisons des évolutions.

NB : il ne faut pas recopier le sujet ni paraphraser les documents

IV- LA RECHERCHE D'UNE PROBLEMATIQUE.

La problématique est une piste de réflexion indiquant comment la résolution du problème est envisagée. Elle doit respecter 2 exigences fondamentales : traiter le sujet dans toutes ses dimensions et construire une démonstration articulée et cohérente.

V- RECHERCHE ET REDACTION DU PLAN DETAILLE

L'élaboration d'un plan détaillé exige le respect de certaines règles :

s'appuyer sur la problématique élaborée ; c'est à partir de la problématique que l'on dresse le plan et ce dernier doit répondre à la problématique.

chiffrer les divisions du plan qui doit comporter 2 ou 3 grandes parties ou idées principales, divisées elles-mêmes en 2 ou 3 sous parties ou idées secondaires.

rédiger au début de chaque grande partie une phrase introductive qui annonce les sous parties.

porter explicitement le numéro des documents lorsque vous utilisez leurs informations.

veillez à la cohérence du plan ;

rédigez des transitions entre les grandes parties. Une transition résume ce qui vient d'être dit (conclusion partielle) et annonce l'idée suivante (enchaînement).

B. LA STRUCTURE DE LA DISSERTATION

Une dissertation comporte une introduction un développement et une conclusion.

I- L'INTRODUCTION :

Elle permet à l'examineur de savoir si vous avez bien compris le sujet, si la façon dont vous proposez de le cerner, de l'aborder et de le traiter est convenable. L'introduction comporte les trois points suivants :

Une mise en avant de l'intérêt du sujet. Pour cela on peut faire référence à l'actualité, à un auteur connu ou à un ouvrage important.

Une mise en place du cadre du sujet : situer le sujet dans le temps et dans l'espace

Définition des termes importants du sujet

La présentation et la justification de la problématique (une problématique n'est pas toujours sous forme de question) ;

l'annonce du plan découlant de la problématique

II- LE DEVELOPPEMENT :

C'est la partie la plus importante par ses dimensions et son contenu. Il comporte deux ou trois

parties, mais très généralement deux parties qui se subdivisent en sous parties. Les transitions ou phrase de liaison entre les différentes parties sont parmi les aspects les plus délicats d'une dissertation.

III- **LA CONCLUSION :**

Elle doit donner au correcteur le sentiment que vous avez apportez des réponses précises à la question posée. Elle se fait en deux étapes :

On résume très brièvement les points essentiels de la démonstration et l'on répond clairement à la problématique posée ;

Ensuite on fait une ouverture vers un problème lié à cette problématique c'est-à-dire on propose un élargissement du sujet

TYPES DE SUJETS	OBJET D'ETUDE		PLAN -TYPES	VERBES ET LOCUTIONS CARACTERISTIQUES
ANALYSE	Sur un phénomène	Dans son ensemble	1- Constats/causes/Conséquences 2- Causes/Conséquences	Analysez..., Expliquez..., Montrez en quoi..., Vous mettez en évidence..., Vous établirez..., Vous soulignerez..., Vous vous interrogerez sur les causes(le rôle, l'efficacité)... En quoi... ?
		Dans ses facteurs, ses causes	3- Structurelles/Conjoncturelles 4- Internes/Externes 5- Variante : Endogènes/Exogènes	
		Dans ses conséquences, ses effets	6- A long terme/A court terme 7- Effets positifs/Effets négatifs 8- Directs/Indirects 9- Quantitatives/Qualitatives 10- Sur l'offre/Sur la demande 11- Vertueux/Pervers	
	Sur une relation	Réciproque (d'interdépendance)	12- Effets de A sur B/Effets de B sur A (ou inversement)	Quels liens... ? Quelles relations... ? entre des phénomènes en interaction
DISCUSSION	Sur un phénomène ou une politique		13- Oui/Non/mais ou Non/Oui/mais 14- Thèse/Antithèse/Synthèse 15- Oui/Mais ou Non/Mais 16- Oui, mais (limites)/Non (critiques) 17- Oui, mais (à certaines conditions)/Non mais (à certaines conditions) 18- Oui, mais (conditions)/Mais (dans d'autres conditions) c'est non	Dans quelle mesure... ? Peut-on affirmer... ? Est-il acceptable... ? diriez-vous... ? Pensez-vous que... ? Vous vous demanderez si... ?
	Sur une relation	Unique	19- Oui A a des effets X sur B/Mais A a surtout des effets Y sur B 20- A est une condition nécessaire de B/ non Mais suffisante	Même expression mais aussi sur les liens ou les relations réciproques entre A et B

		Réciproque (interdépendance)	21- Oui A peut-être en interaction avec B/Mais pas forcément	
COMPARAISON	Des situations, des politiques		22- Ressemblances/Différences 23- Forces/faiblesses (pour les politiques)	Comparez..., Similitudes et différences entre...

LES DIFFERENTS TYPES DE SUJETS ET PLANS POSSIBLES

PRESENTATION D'UNE DISSERTATION ECONOMIQUE

§ Introduction: Entrée en matière posant l'accroche au sujet – Définition et analyse des termes-clés – Questions posées par le sujet – Annonce de plan.

§ Développement en 2/3 parties: selon la démonstration visée.

§ Conclusion: Bilan des parties et rappel de la démonstration – Ouverture et élargissement du sujet.

ELABORATION DU PLAN DETAILLE

Pour plus de clarté, rédigez les intitulés de vos parties et sous-parties sous forme de phrases qui annoncent votre argumentation.

➔ Votre plan peut suivre cette structure:

I- **Idée principale de la première partie rédigée** : elle annonce les sous-parties A et B

A/ Phrase annonçant le paragraphe 1 et 2

1. Argument 1 : exemple : (chiffre, date, fait...)

2. Argument 2 : exemple : (chiffre, date, fait...)

B/ Phrase annonçant le paragraphe 1 et 2

1. Argument 1 : exemple : (chiffre, date, fait...)

2. Argument 2 : exemple : (chiffre, date, fait...)

II- **Idée principale de la deuxième partie rédigée** : elle annonce les sous-parties A et B

A/ Phrase annonçant le paragraphe 1 et 2

1. Argument 1 : exemple : (chiffre, date, fait...)

2. Argument 2 : exemple : (chiffre, date, fait...)

B/ Phrase annonçant le paragraphe 1 et 2

1. Argument 1 : exemple : (chiffre, date, fait...)
2. Argument 2 : exemple : (chiffre, date, fait...)

EXEMPLE DE DISSERTATION ECONOMIQUE

DISSERTATION

Sujet: La croissance favorise-t-elle toujours le développement durable?

Définition des mots clés:

croissance économique: C'est l'augmentation soutenue sur une longue période de la production d'un pays.

développement économique: C'est un l'ensemble des transformations sociales, culturelles, économique, politique et démographique qui accompagnent la croissance économique.

développement durable: c'est un développement qui répond aux besoins des présents sans

compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Introduction:

Dans la plupart des pays développés, depuis l'époque des trente glorieuses, la croissance économique est synonyme de développement.

Croissance économique est l'augmentation soutenue sur une longue période de la production d'un pays. Des changements qualitatifs économiques, sociaux et politiques ont accompagné la croissance et l'ont rendue durable. Nous pouvons donc définir le développement durable comme un développement qui répond aux besoins des présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

Mais la pauvreté et le travail des enfants au détriment de leur santé future dans certains pays en développement nous amènent à nous demander si la situation est partout la même et si la croissance s'accompagne toujours d'un développement humain.

Les phénomènes de pollution et de destruction de la nature posent également la question de la durabilité de cette croissance: si les ressources naturelles sont détruites, comment se poursuivra la croissance? Pour étudier ces problèmes, nous verrons d'abord les cas où la croissance a favorisée le développement et ensuite les situations où ce ne fut pas le cas.

Plan détaillé:

1ère Partie: La croissance favorise le développement durable

I. Effets positifs de la croissance sur la population

- développement durable si la croissance profite à la population ;
- hausse du niveau de vie
- Amélioration des conditions de vie ;
- une forte croissance = pays plus développés (Corée du sud) ;
- croissance et développement grâce au fordisme ;
- pour Marx, la croissance est nécessaire au développement

II. Effets positifs de la croissance sur la nature

- développement durable si la croissance protège la nature ;
- l'utilisation des énergies « vertes »,
- recherche de nouvelles énergies
- politiques en faveur du développement durable à travers les taxes écologique
- le protocole de Kyoto

- développement durable si la croissance protège l'environnement.

2ème Partie: mais, dans certains cas, la croissance empêche le développement

I. Effets négatifs de la croissance sur la population

- si la croissance bénéficie surtout à une minorité
- hausse des inégalités sociales ;
- danger d'une croissance excessive de la population
- le PNB inclut des déstructurations humaines ;
- le sous emploi (dans les PD) et le travail des enfants (dans les PED) bloquent le développement.
- aussi dans le cas où la croissance ne s'accompagne pas de progrès vers la démocratie, d'évolution des mentalités

II. Effets négatifs de la croissance sur la nature ;

- la croissance peut provoquer des dégradations de l'environnement
- les ressources naturelles (énergie, eau, sols, forêts...) sont en voie d'épuisement ce qui remet en cause la capacité des générations futures d'assurer leurs besoins ;
- le rejet dans l'environnement des polluants de l'air, des sols et des cours d'eau
- La production économique engendre dans certains cas des perturbations dans les équilibres écologiques ;
- Le réchauffement climatique par l'émission des gaz à effet de serre.

Conclusion:

Croissance et développement sont deux concepts à ne pas confondre. Ils vont souvent l'un avec l'autre quand les richesses créées profitent aux consommateurs et aux salariés mais peuvent aussi aller l'un sans l'autre. Si certains aujourd'hui rêvent du retour de la croissance pour voir se résoudre tous nos maux, d'autres se disent que, pour améliorer le développement humain et faire en sorte qu'il soit durable, il vaudrait mieux renoncer à la « mauvaise croissance » voire à la croissance tout court.

MODULE II : CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET CONSEQUENCES

CHAPITRE I : LES TRANSFORMATIONS DEMOGRAPHIQUES DANS LE MONDE

INTRODUCTION

Le mot démographie provient des mots grecs anciens « demos » qui signifie « peuple » et de « graphein » qui signifie « écriture »). On la définit ainsi : C'est l'étude quantitative et qualitative des populations et de leurs évolutions, à partir de caractéristiques de base dont les principales sont : la natalité, la fécondité, la mortalité, la nuptialité (plus généralement la conjugalité), les migrations.

La population mondiale connaît une croissance importante dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Elle est multipliée par 2,3 de 1950 à 1998. Cependant cette croissance touche l'ensemble des pays à des rythmes différents. Quelle répartition de la population résulte de la croissance démographique ? Comment évoluent les caractéristiques de la population mondiale ?

Nous verrons dans une première partie l'évolution de la population mondiale et dans une deuxième partie celle des caractéristiques et par la suite nous analyserons les différentes phases de la révolution démographique

I- EVOLUTON DE LA POPULATION MONDIALE

1- Evolution globale

Exemple: Evolution de la population mondiale (en millions)

Années	1700	1800	1900	1950	1985	2000	2010	2015	2100
Pop. M.	680	954	1634	2516	4837	6122	6989	8206	10179

La population mondiale ne cesse d'augmenter depuis des siècles. Cette augmentation s'effectue par palier.

De 1700 à 2000 la population mondiale a été multipliée à peu près par 10. Elle devrait dépasser 9 milliards d'âmes en 2050 et se stabiliser vers 2200 aux alentours de 11 milliards d'habitants. La population mondiale a connu tout d'abord une accélération à partir de 1950 suivie d'un ralentissement depuis les années 1960-1970 avec un taux d'accroissement moyen proche de 1,5% par an.

2- Evolution par région :

Exemple : taux d'accroissement annuel moyen de la population par continent

Années	AFRIQUE (%)	ASIE (%)	AMERIQUE LATINE(%)
1850-1900	0,6	0,3	1,6
1900-1920	0,6	0,4	1,0
1920-1930	1,0	1,1	1,8
1930-1940	1,1	1,2	1,9
1940-1950	1,4	1,2	2,2
1950-1955	2,1	2,0	2,7
1955-1960	2,3	2,0	2,8

1960-1965	2,5	2,1	2,9
1965-1970	2,6	2,5	2,7
1970-1975	2,7	2,3	2,6
1975-1980	2,9	1,9	2,4
1980-1990	3,0	1,7	2,3
1990-2000	3,1	1,5	2,0
2000-2010	2,9	1,2	1,7

De 1850 à
1970 la
croissance

démographique est plus marquée en Amérique latine qu'en Afrique et en Asie. A partir de 1970 la croissance démographique est plus forte en Afrique. Depuis 1970, en Asie le taux d'accroissement annuel moyen ralentit progressivement.

Actuellement dans le monde, le poids démographique de l'Europe et de l'Amérique du Nord diminue tandis que celui de l'Afrique croît considérablement.

II- EVOLUTON DE LA FECONDITE DANS LE MONDE

La fécondité est le nombre moyen d'enfants vivants que chaque génération de femmes a mis au monde.

La baisse de la fécondité est la diminution du nombre moyen d'enfants par femmes en âge de procréer.

Depuis les années 1970 et plus précisément à partir de 1965 partout dans le monde la fécondité a baissé ce mouvement de baisse de fécondité est donc un phénomène universel. Mais son rythme diffère selon les régions.

1- Dans les pays développés :

Dans les pays développés la fécondité a fortement baissé et s'est stabilisée à un niveau très bas entre 1 et 2 enfants par femme.

Les facteurs explicatifs à cette baisse de la fécondité sont : la baisse de la mortalité infantile, l'accroissement du niveau de vie, l'instruction des filles, la multiplication des biens de consommation durables, les stratégies d'ascension sociale, l'émancipation de la femme, l'urbanisation, le coût économique de l'enfant, le développement des moyens de contraception...

2- Dans les pays en développement :

Depuis les années 1970-1980 un tournant semblent avoir été pris dans les pays en développement (PED). La fécondité y a en effet, sensiblement diminué et seule l'Afrique continue à connaître des taux très élevés.

Les facteurs de la baisse de la fécondité varient selon les pays en développement (PED) :

Politique de limitation rigoureuse (chine) ; mesures de redistribution sociale accompagnées de politiques sanitaires (Costa-Rica, Cuba, Sri Lanka) ; une croissance économique forte (Taïwan, Corée du Sud).

La baisse de la fécondité reste corrélée à un développement de la scolarisation qui influe sur la mentalité traditionnelle.

Malgré une baisse importante enregistrée dans les PED, la fécondité demeure toujours élevée à cause du niveau élevé de la mortalité infantile, le faible niveau de vie, le rôle productif de l'enfant, le poids des traditions et des religions, le faible niveau d'instruction

N.B : Signalons que certains PED ont pu maîtriser leur fécondité alors que la grande majorité reste incapable de la maîtriser.

3- Quelques indicateurs démographique :

a- Indice synthétique de fécondité :

L'indice synthétique de fécondité ou indicateur conjoncturel de fécondité est le nombre moyen d'enfant par femme en âge de procréer.

Pour une population, la capacité de se reproduire dépend du nombre de filles qui naissent à chaque génération.

b- Taux de reproduction :

Le taux de reproduction est le nombre moyen de filles d'une femme pendant sa période de maternité normale. Il peut être brut ou net.

Le taux net de reproduction permet de se faire une idée sur le seuil de remplacement des générations.

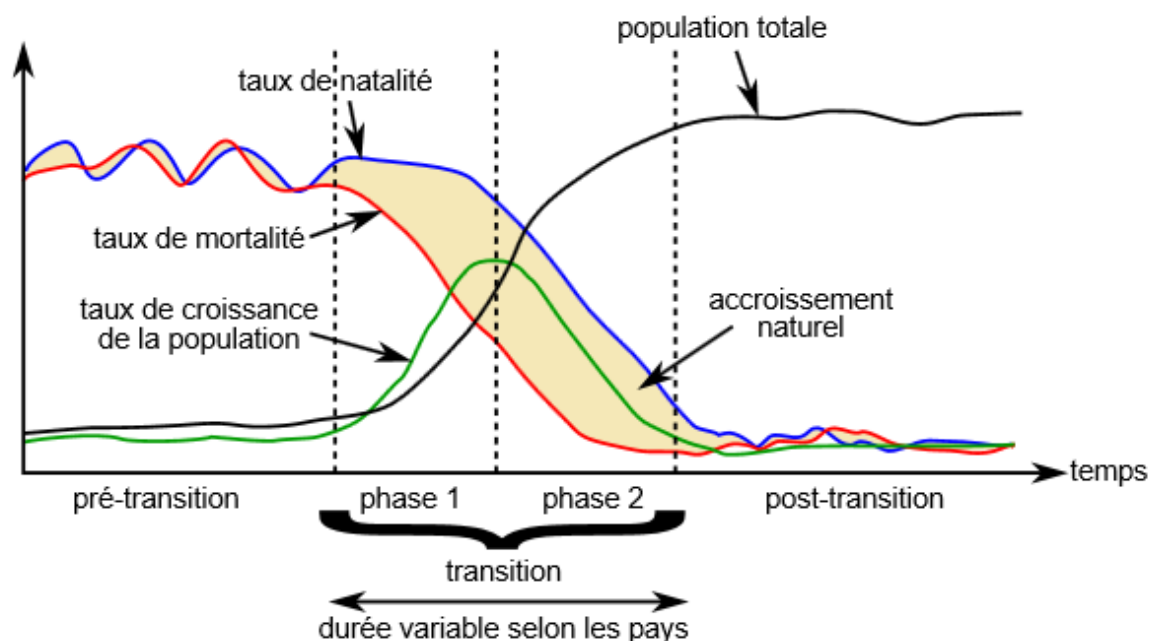
- c- **Le seuil de remplacement ou seuil de renouvellement d'une génération** : est le nombre moyen d'enfants par femme préservant l'identité numérique entre le nombre de mères et celui de leurs filles.

Le remplacement des générations est assuré si dans une population donnée, les femmes donnent naissance, au cours de leur vie féconde un nombre égal de filles.

Ainsi dans les pays développés (PD) le remplacement des générations est assuré à 2,1 enfants par femme en âge de procréer. Dans les PED il est assuré aux environs de 2,6 enfants par femme.

Actuellement dans les pays développés et dans certains pays en développement le nombre moyen d'enfants par femme est inférieur à deux enfants donc dans ces différents pays le remplacement n'est pas assuré.

III- LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE DANS LE MONDE



La transition démographique ou révolution démographique est le passage d'un régime démographique traditionnel où la fécondité et la mortalité sont élevées à un régime moderne de fécondité et de mortalité beaucoup plus faible.

Elle se caractérise par 2 phases :

Dans la première phase, seule la mortalité baisse, la natalité se maintient à un niveau élevé. La baisse de la mortalité entraîne un accroissement rapide de la population appelé « explosion démographique » ou « inflation démographique ».

Les causes de la baisse de la mortalité sont : le progrès de l'alimentation, le progrès de l'hygiène, de la médecine et surtout la révolution industrielle ; dans les pays du tiers-monde c'est grâce à des facteurs exogènes comme le progrès de la médecine, les innovations scientifiques (insecticides, pesticides) réalisés dans les pays développés. La baisse de la mortalité amorcée partout dans le monde, est devenue un phénomène universel. Elle est liée à l'utilisation des vaccins à la découverte des antibiotiques au cours de la seconde guerre mondiale et à la mise au point de procédés chimiques permettant d'atteindre la cause même des maladies contagieuses. Dans la seconde phase la natalité diminue à son tour et rejoint la mortalité mais tout en lui restant supérieure. Cette évolution entraîne un ralentissement de l'accroissement naturel et aboutit au régime démographique moderne caractérisé par des taux plus faibles.

Enfin nous pouvons conclure que les pays développés ont achevé leur transition et sont rentrés dans le régime démographique moderne alors que dans les PED, la transition est à des phases différentes. Certains PED ont amorcé la fin de leur transition ou ont presque terminé leur transition tandis que la grande majorité est en phase transitoire.

SUJET DE DISSERTATION

L.PRI.MO.
AE-KATI

COMPOSITION DU PREMIER TRIMESTRE 2016-2017

SERIE : T.S.ECO
DUREE : 3 HEURES

EPREUVE D'ECONOMIE

I-ANALYSE DE DOCUMENT 5 Points

TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE par région, 1960-1980 (variations annuelles moyennes en %) :

Régions	Total		Par habitant	
	1960-1970	1970-1980	1960-1970	1970-1980
Pays en développement	2,9	2,8	0,4	0,4
Faible revenu	2,6	2,2	0,2	<u>-0,3</u>
Revenu intermédiaire	3,2	3,3	0,7	0,9
Afrique	<u>2,6</u>	1,6	0,1	-1,1
Moyen-Orient	2,6	2,9	0,1	0,2
Amérique latine	3,6	3,3	0,1	0,6
Asie du Sud-Est*	2,8	3,8	0,3	1,4
Asie du sud	2,6	2,2	0,1	0,0
Europe méridionale	3,2	3,5	1,8	1,9
Pays industriels à économie de marché	2,3	2,0	1,3	1,1
Pays industriels à économie planifiée	3,2	1,7	2,2	0,9
Monde	2,7	<u>2,3</u>	<u>0,8</u>	0,5

*A l'exclusion de la Chine.

Les chiffres de production sont pondérés par les prix unitaires mondiaux à l'exportation. Les taux

de croissance par décennie se fondent sur des moyennes annuelles que l'on calcule en prenant chaque année comme le milieu d'une période quinquennale, sauf celui de 1970 qui est la moyenne pour la période 1969-1971. FAO et Banque mondiale 1982. Rapport sur le développement dans le monde, 1986. Banque mondiale

1-Que signifient les chiffres en gras soulignés (2 Points)

2-Calculez les taux d'accroissement de 1960 à 1980 de la production alimentaire mondiale par habitant. (2 Points)

3-La production alimentaire suffit-elle pour nourrir la population mondiale ? Justifiez votre réponse.(1 point)

DISSERTATION(15 points)

Pays développés et pays en développement se trouvent à des phases différentes dans la transition démographique.

Après avoir fait ressortir les caractéristiques spécifiques de ces évolutions démographiques, vous aborderez ensuite leurs conséquences.

DOCUMENTS 1 : LES DÉPENSES D'ÉDUCATION

Pour l'ensemble des pays en développement, les dépenses publiques consacrées à l'éducation sont passées de 2,3% du PNB en 1960 à 3,9% en 1974 et de 11,7% à 15,1% du budget de l'Etat. (...) Partant d'une projection établie pour le Malawi jusqu'en l'an 2015 et se fondant sur l'hypothèse que les dépenses ordinaires (c'est-à-dire essentiellement le traitement des enseignants) se maintiendraient à leur niveau de 1980, c'est-à-dire à 12 dollars par élève, on est arrivé à la conclusion qu'avec une fécondité constante, le budget de l'éducation primaire doublerait à peu près tous les 15 ans même si rien n'était fait pour améliorer le taux de couverture et la qualité des écoles primaires. Par conséquent, si l'économie du Malawi connaissait une croissance d'environ 3% par an, la part du PIB consacrée au budget de l'éducation passerait de 0,7% en 1980 à environ 1% en 1995.

Rapport sur le développement dans le monde, 1984 Banque mondiale, pp. 95-97

DOCUMENT 2 : LES EFFETS À COURT TERME

Bien sûr, les conséquences de cette baisse de la fécondité sont bénéfiques à court terme. Si les fabricants de dragées n'y trouvent pas leur compte, l'ensemble de la société en tire avantage. L'Etat, d'abord, qui voit diminuer les dépenses de sécurité sociales. En effet, c'est la première année de vie qui entraîne les frais de sécurité sociale (congé de maternité, dépenses de santé des nourrissons) les plus élevés ; de plus, comme ce sont les enfants de rang trois – les plus coûteux en allocations familiales – qui manquent le plus à l'appel, cela entraîne des économies considérables et appréciées.

Les ménages y gagnent en satisfaction, puisqu'ils peuvent affecter à des consommations de seconde nécessité les revenus qu'ils auraient consacrés à élever un enfant de plus...

L'Etat, les ménages, l'opinion, unis dans une complicité tacite, ont ainsi tendance à considérer cette situation comme heureuse. D'autant plus, d'ailleurs, que la baisse de la fécondité est associée, dans beaucoup d'esprit, à la libération de l'individu et en particulier à l'amélioration de la condition féminine.

Gérard Clot, Les cahiers français, p. 219, Jan-Fév. 1985

La documentation française

DOCUMENT 3 : ÉVOLUTION DE LA POPULATION DU MONDE par grandes régions de 1700 à 1985 et projections 1985-2025 :

Années	Afrique	Amérique Latine	Amérique du Nord	Asie + Océanie	Europe + URSS	Ensemble du monde
Population (en millions)						
1700	107	10	2	436	125	680
1800	102	19	5	633	195	954
1900	138	75	90	909	422	1 634
1950	219	164	166	1 406	575	2 516
1985	555	405	264	2 843	771	4 837
2000	872	546	297	3 579	827	6 122
2010	1 158	642	317	4 016	857	6 989
2025	1 617	779	345	4 573	892	8 206
Pourcentage						
1700	15,7	1,5	0,3	64,1	18,4	100,0
1800	10,7	2,0	0,5	66,4	20,4	100,0
1900	8,4	4,6	5,5	55,6	25,8	100,0
1950	8,7	6,5	6,6	55,6	22,7	100,0
1985	11,5	8,4	5,5	58,7	15,9	100,0
2000	14,2	8,9	4,9	58,5	13,5	100,0
2010	16,6	9,2	4,5	57,5	12,3	100,0
2025	19,7	9,5	4,2	55,7	10,9	100,0

J.N. Biraben, Population, n°1, 1979, et Nations unies, RAMSES 87/88. Rapport annuel de l'I.F.R.I.,

Atlas-Economica, 1987. P. 105

DOCUMENT 4 : LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE

CORRIGE

INTRODUCTION :

De nos jours les caractéristiques de la TD et ses conséquences dans les PD et dans les PED alimentent plusieurs études de recherche portant sur le développement dans les deux régions du monde qui se trouvent à des phases différentes dans la TD. (Définition de la TD, PD, PED). Quelles sont les caractéristiques spécifiques de la TD dans les deux régions ? Quelles sont ses conséquences sur le développement de ces pays ? Pour répondre à cette problématique, nous aborderons dans un premier temps les caractéristiques spécifiques de la TD dans les deux régions et dans un deuxième temps, nous examinons ses conséquences sur le développement dans ces deux régions.

I- Les caractéristiques spécifiques de la TD dans les PD et dans les PED

La TD ne présente pas les mêmes caractéristiques dans les deux régions du fait qu'ils n'ont pas entamé le processus au même moment.

A/ Dans les pays développés :

Tous les pays développés avec une minorité de PED ont achevé leur TD (doc 4) qui se caractérise par la baisse de la fécondité et une baisse de la mortalité qui ont engendré le vieillissement de la population par le haut et par le bas de la pyramide des âges dans ces pays. Les progrès économiques, les progrès de l'hygiène et les progrès médicaux ont été à l'origine de la baisse de la mortalité. Quant à la baisse de la fécondité, se trouve à son origine plusieurs facteurs : baisse de la mortalité infantile, augmentation du niveau de vie, mise en place des stratégies d'ascension sociales, multiplication des biens de consommation durable, diffusion des moyens de contraception, l'émancipation de la femme...

B/ Dans les pays en développement :

La TD des PED se caractérise également par une baisse de la mortalité et baisse de la fécondité mais dont le niveau reste élevé. Avec une telle évolution les PED sont confrontés à une explosion démographique (doc 4). A l'origine de cette explosion démographique se trouve la mortalité infantile encore élevée dans certains pays, le faible coût d'entretien de l'enfant, l'absence de projets d'avenir pour les enfants, la perception du rôle économique de l'enfant et surtout l'ignorance et la pauvreté.

Transition : Le V.D et l'explosion démographique sont les caractéristiques de la TD dans les deux régions qui ont une double conséquence sur leur développement.

II- Les conséquences de la TD dans les deux régions

Les conséquences de la TD diffèrent également d'une région à l'autre

A/ Dans les pays développés

A court terme le VD a des avantages pour l'Etat, les ménages et l'ensemble de la société (doc 2). Les personnes âgées sont généralement très riches et très expérimentés. Elles peuvent donc consacrer leurs fortunes à la consommation, ce qui favorise la demande, augmente la production et la croissance des entreprises. Les personnes âgées contribuent au développement en mettant leur expérience, leur sagesse, leur savoir à la disposition des jeunes, des entreprises et de l'Etat. A long terme le VD pose le problème de financement des retraites en rendant inadapté le système de répartition à cause de la dégradation du rapport actifs sur inactifs alors le système de capitalisation n'est à la portée de tous les travailleurs. Il entraîne l'augmentation des dépenses de santé car les personnes âgées coûtent très cher et elles nécessitent plus de soins et plus d'entretiens.

B/ Dans les pays en voie de développement

Pour certains économistes l'explosion démographique a des avantages dans les PED, elle accélère le renouvellement de l'ancienne génération de travailleurs par une nouvelle génération de travailleurs plus qualifiés et plus ouverts au progrès techniques. Elle favorise la demande des biens et services et l'offre de travail.

Pour d'autres, elle constitue un frein au développement des PED, elle conduit à l'épuisement des ressources naturelles, alimente le chômage, l'insécurité, l'exode rural, l'immigration et implique d'importants programmes d'urbanisation. Par ailleurs comme l'atteste le doc 2, l'explosion démographique entraîne une augmentation des dépenses publiques allouées à l'éducation dans les PED, ainsi de 1980 à 1995 le budget d'éducation de Malawi a passé de 0,7% à 1% du PIB.

Conclusion :

Les caractéristiques de la TD sont : le VD dans les PD et dans une minorité de PED et l'explosion démographique dans la plupart des PED. Les conséquences de la TD sont doubles aussi dans les PD que dans les PED. Le VD a des avantages à court terme et des inconvénients à long terme. L'explosion démographique est un atout au développement pour les natalistes et un frein au développement pour les antinatalistes. On se demande si d'ici la fin du 21^{ème} siècle tous les pays du monde ne seront pas affectés par le VD./

MODULE 3 :
TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES DANS LES PIC

CHAPITRE I : CRISES ET CYCLES ECONOMIQUES

I. DEFINITIONS

Au sens large la crise est une rupture de l'équilibre entre la demande et l'offre de biens et services provoquant une dépression de l'activité économique.

Une crise économique est caractérisée par une diminution généralement brutale de la production et du taux de croissance et par une augmentation du taux de chômage.

Au sens strict la crise est le moment précis où s'opère le retournement brutal de la conjoncture économique qui annonce la fin d'une période d'expansion.

L'apparition d'une crise signifie que l'économie est entrée dans une période de diminution de la production et d'augmentation du chômage. Aujourd'hui l'entrée en crise passe par un ralentissement de la croissance et une réduction du taux de croissance du PIB situation que l'on nomme récession.

II. LES DIFERENTS TYPES DE CRISE.

1. Les crises précapitalistes.

Elles sont des crises de sous production, elles s'expliquent par un degré insuffisant de développement de la production, par l'insuffisance de l'échange et du système de transport. Elles sont au nombre de 2 : les crises d'ancien régime ayant pour origine les mauvaises récoltes et les crises mixtes qui touchent d'abord la production agricole et ensuite la production industrielle dans les villes.

2. Les crises modernes

Elles sont des crises de surproduction, de krachs boursiers, des faillites bancaires qui reviennent régulièrement. Elles comprennent la crise économique et la crise financière.

La crise économique se traduit généralement par une baisse du pouvoir d'achat, la montée du chômage et des faillites du fait d'une baisse de l'activité économique. La crise financières « krach boursier » affecte les marchés financiers et ou les banques et les administrations lorsque ceux-ci

sont surendettés.

3. Les cycles économiques :

Un cycle économique est une période plus ou moins longue caractérisée par une succession de phases de hausse et de baisse de la production.

Les analyses ont mis à jour des cycles économiques suivants :

- le cycle court ou cycle de kitchin (2 à 3 ans) est provoqué par les variations des stocks.
- le cycle majeur ou cycle de Juglar (8 à 10 ans) est provoqué par variation de l'investissement. Il décompose l'activité économique en 4 phases :
 - ❖ L'expansion qui se caractérise par la hausse de tous les indicateurs économiques : la production, les prix, l'investissement et les revenus ;
 - ❖ une crise caractérisée par la baisse des prix, de la production...
 - ❖ la dépression ou la récession caractérisée par une contraction générale de l'activité, baisse de la production, des prix des revenus et l'apparition du chômage qui augmente ;
 - ❖ la reprise, elle est progressive et partielle avant de s'étendre à tous les secteurs.
- le cycle long ou cycle de Kondratiev : il est causé par les variations des prix, salaires, taux d'intérêt, matières premières et la présence des innovations sa durée est de 50 ans, il se décompose en deux phases :
 - ❖ une phase ascendante A qui dure en moyenne 25 ans pendant laquelle l'activité économique est à la hausse : les prix augmentent ce qui incite à produire et à investir, le chômage baisse ;
 - ❖ une phase de dépression B qui dure aussi en moyenne 25 ans où il se produit un retournement de l'activité économique avec la baisse de tous les indicateurs économiques : prix, production, investissement sauf le chômage qui augmente

III- LES POLITIQUES ECONOMIQUES

La politique économique est l'ensemble des moyens et des mesures mis en œuvre par les pouvoirs publics pour résoudre les difficultés économiques à court, moyen et long terme. Elle peut être conjoncturelle ou structurelle.

1- La politique conjoncturelle ou politique Keynésienne :

Les politiques conjoncturelles ou politiques de stabilisation tendent à intervenir sur la situation économique à court et moyen terme pour garantir une forte croissance sans déséquilibre (chômage-inflation-déficit extérieur). Elles consistent à utiliser un certain nombre de moyens pour stimuler ou ralentir l'activité économique : le budget, la fiscalité, la monnaie et le taux de change.

La politique budgétaire vise deux objectifs :

- relancer la demande et l'emploi par une politique de relance cela passant par l'augmentation des dépenses publiques, la diminution des impôts.
- ralentir l'activité économique c'est-à-dire combattre l'inflation par une politique de rigueur, cela passe par la diminution des dépenses publiques, l'augmentation des prélèvements

La politique monétaire utilise : le taux d'escompte, l'encadrement du crédit, les réserves obligatoires, l'open market.

L'objectif est de soutenir la demande ou de lutter contre l'inflation à travers une politique restrictive.

Dans le cadre de la relance, on augmente la quantité de monnaie, le volume des crédits et on diminue le taux d'intérêt.

La politique des taux de change utilise une monnaie forte obligeant les entreprises à faire des efforts de productivité et de lutter contre l'inflation, une monnaie faible (dévaluer) pour relancer les exportations.

2- La politique structurelle :

Elle concerne le long terme et vise à transformer radicalement le mode de fonctionnement de l'économie pour l'adapter durablement à la compétition mondiale. Elle repose sur la planification, la politique industrielle et la politique des revenus.

La planification utilise le plan indicatif avec comme objectif l'orientation des décisions d'investissements des entreprises privées ;

La politique industrielle en utilisant les subventions et les nationalisations, vise à contrôler les secteurs clés de l'économie et à lutter contre le monopole décisions d'investissement des entreprises privées).

La politique des revenus utilise la fiscalité qui augmente la part des salaires ou des profits dans la valeur ajoutée et les prix dont certains peuvent être contrôlés. L'objectif est de corriger certaines inégalités sociales et de redistribuer de façon plus efficace.

CHAPITRE II : L'EXPANSION DU CAPITALISME

I- DEFINITION DU CAPITALISME

Le capitalisme est un système économique régi par la propriété privée des moyens de production et les lois du marché ; par la recherche et le réinvestissement systématique du profit ;

II- LA TRANSFORMATION DES ENTREPRISE CAPITALISTES:

1. La concentration des entreprises :

le développement du capitalisme est inséparable du processus de concentration des entreprises, ce mouvement se décompose en trois phases successives : une phase d'élimination des plus faibles, une phase de renforcement des plus forts (rachat-fusion) pour résister à la crise et une phase d'internationalisation ou la multinationalisation;

2. La financiarisation des entreprises :

La création des sociétés de capitaux particulièrement de la société anonyme a permis de drainer plus de capitaux vers l'industrie en réduisant les responsabilités. L'avènement des banques d'affaires a facilité le financement de l'économie.

III- EVOLUTION DES SECTEURS D'ACTIVITE :

Un secteur d'activité regroupe des entreprises qui ont la même activité principale.

Les pays développés ont connu la même évolution des secteurs d'activité avec quelques décalages. Dans ces pays la part de l'agriculture baisse fortement dans la production totale pour ne représenter que 3 à 4% du PIB ou de la valeur ajoutée. On a constaté la même évolution au niveau de la population active : la part des actifs occupés dans l'agriculture baisse dans la population active totale pour ne représenter que moins de 5%. De plus en plus l'agriculture crée donc moins d'emploi donc de richesses. C'est le déclin de l'agriculture.

L'industrie a pris la place primordiale de l'agriculture en contribuant pour l'essentiel au PIB et en occupant la majorité de la PA. Mais depuis les années 1970-1980 elle a vu sa part baisser dans la production totale passant de 40 à 35% du PIB. Depuis l'industrie occupe une place de moins en moins importante dans la population active et dans l'emploi. La diminution progressive du poids de l'industrie dans l'activité économique est appelée la désindustrialisation.

Enfin le secteur tertiaire a connu un développement continu. Il représente plus des 2/3 de la production totale dans les pays développés et occupe plus de 70% de la population active, ce secteur est devenu le plus grand « réservoir d'emplois ». La productivité y est faible et la demande des consommateurs forte : c'est la tertiarisation.

LES FACTEURS DE L'EVOLUTION DES SECTEURS D'ACTIVITES :

L'évolution sectorielle s'explique par :

- L'augmentation des gains de productivités dans l'agriculture : En effet la modernisation de l'agriculture a permis la réalisation des productivités dans ce secteur qui va libérer une importante main d'œuvre agricole. On a ainsi assisté à un transfert de main d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie.
- L'augmentation des gains de productivité dans l'industrie : vont permettre d'améliorer les revenus au niveau du secondaire et libérer de la main d'œuvre pour le tertiaire. La désindustrialisation est liée également au développement des services des entreprises. Certains services comme la publicité, la comptabilité, le gardiennage, le nettoyage, l'entretien, etc...qui étaient auparavant induits dans les activités industrielles vont devenir indépendantes et se retrouver au niveau du secteur tertiaire.
- La tertiarisation des activités économiques trouve son explication dans l'amélioration de la productivité qui conduit au déclin de l'agriculture et à la désindustrialisation.

CHAPITRE III : LES TRENTE GLORIEUSES

Les « trente glorieuses » désignent la période de forte croissance de la production et de la productivité de 1945 à 1973, dans les principaux pays capitalistes industrialisés. Le taux de croissance annuel moyen du PIB fut de près de 5%, le taux de chômage de l'ordre de 3% et l'inflation de l'ordre de 2%. Durant cette période l'Etat joua un rôle actif dans l'économie. La croissance s'accompagne d'un réel développement et d'une amélioration des conditions de vie. Les éléments qui sont à l'origine de cette croissance sont l'investissement et le progrès technique.

I. L'INVESTISSEMENT :

1. Définition :

L'investissement est l'acquisition des moyens de productions durables qui accroissent, modernisent ou remplacent les capacités de production de l'entreprise.

Pour la comptabilité nationale l'investissement est l'achat de biens de production durables, ces biens constituent la formation brute de capital fixe ou investissement matériel. Au niveau de l'économie nationale, on désigne par investissement productifs ceux qui servent uniquement à la production marchande.

2. Les formes d'investissement :

L'investissement peut être matériel ou immatériel :

a. **L'investissement matériel** : il y a 3 types

- l'investissement de remplacement ou investissement de renouvellement : il consiste à remplacer les moyens de production hors d'usage (usés) ou obsolètes (dépassés techniquement) dans le but de maintenir le niveau de production ;
- l'investissement de capacité ou investissement d'extension : il vise à accroître le niveau de la production afin d'augmenter les bénéfices, les parts de marché, les stocks... Il permet aux entreprises de s'agrandir, de réduire les coûts de production, de faire face à un accroissement de la demande et d'améliorer l'organisation productive ;
- l'investissement de productivité ou investissement de rationalisation : il vise à améliorer la productivité des facteurs de production notamment l'efficacité du facteur travail par l'acquisition de biens de production modernes et plus performants.

b. **L'investissement immatériel ou intellectuel** sont des dépenses particulières destinées à améliorer le potentiel productif de l'entreprise. Ces dépenses sont de plus en plus considérées comme stratégiques dans la concurrence. Ils se composent des dépenses liées à l'innovation (recherches, brevets, licences) les dépenses de formation des salariés, les dépenses commerciales...

3. Les déterminants de l'investissement

- la demande anticipée :

Pour Keynes la demande effective ou demande anticipée est déterminant important de l'investissement. Les entrepreneurs essaient d'anticiper le niveau de la demande fictive. C'est à partir de cette anticipation que les chefs d'entreprise vont décider ou non de réaliser des investissements (de capacité). Par ailleurs une insuffisance de la demande effective peut bloquer l'investissement.

L'accélération est un effet économique liant l'investissement à l'augmentation de la demande, une variation de la demande de consommation entraîne une variation plus que proportionnelle de l'investissement. Cependant toute variation positive de la demande ne se traduit pas par un investissement supplémentaire, cela dépend de la durée de la demande, des stocks existant sur le marché, du taux d'utilisation des capacités de production et de la solvabilité de la demande additionnelle ;

La reprise de la demande est donc une condition nécessaire à la reprise de l'investissement mais elle n'est pas suffisante.

- **La rentabilité :**

L'investissement doit être rentable et rapporter plus qu'il ne coûte. La rentabilité détermine l'aisance financière de l'entreprise donc sa capacité d'acheter des équipements sans s'endetter. L'évolution de la rentabilité constitue un indicateur des perspectives de rendements des investissements projetés.

▪ **La situation financière ou le rôle du profit:**

L'amélioration du niveau de profit favorise la reprise de l'investissement par autofinancement. Par ailleurs les institutions financières n'acceptent d'accorder des crédits que si les entreprises sont dans une bonne situation financière. Les conditions de l'emprunt et le niveau des taux d'intérêt dépendront aussi de cette situation financière. L'emprunt est profitable si la rentabilité des sommes empruntées est supérieure au taux d'intérêt (effet de levier).

Enfin si les entreprises ont des profits élevés, elles apparaissent plus crédibles lorsqu'elles cherchent des capitaux sur le marché financier. D'où la célèbre formule d'HELMUT SCHMIDT « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain ».

Le profit joue un rôle essentiel mais il reste un indicateur limité. Sa monté ne suffit pas à augmenter les investissements. Il faut que l'endettement antérieur de l'entreprise ne soit pas trop important et que les capacités de production soient pleinement utilisées.

▪ **Le cout relatif du travail et du capital**

Si le cout salarial augmente plus vite que le cout du capital l'entreprise va préférer substituer du capital au travail.

Aussi des couts d'ajustement importants (formation du personnel, reformation du travail) peuvent freiner l'investissement.

II- LE PROGRES TECHNIQUE :

Le progrès technique est l'ensemble des innovations qui permettent d'améliorer les méthodes de production et d'accroître la productivité ; ainsi qu'une transformation de l'organisation du travail, des produits et des marchés, des structures de l'économie.

La mise en œuvre du progrès technique se traduit par des innovations. L'innovation est l'application industrielle et commerciale d'une invention. Elle se présente comme de nouveaux produits, de nouvelles méthodes de production et de transports, de nouveaux marchés, de nouveaux types d'organisations industrielles, de nouvelles sources de matières premières ou de d'énergie.

NB : L'effort ou l'importance de la recherche appelée recherche développement se mesure avec la DIRD (Dépense Intérieure de recherche-développement c'est-à-dire la proportion du PIB qu'un pays peut consacrer à la recherche.

II. Investissement –Progrès Technique-Croissance économique-Emploi

1. Investissement et croissance :

A long terme l'investissement accroît la capacité de production donc la productivité du capital.

Les investissements de productivité intègrent le progrès technique se traduisant par des innovations selon Joseph CHUMPETER l'innovation est à la base de la croissance économique. Elle permet de réaliser des gains de productivité importants.

L'investissement permet donc une augmentation de la richesse.

A court terme la relation entre l'investissement et la croissance passe par les mécanismes combinés du multiplicateur et de l'accélérateur : une augmentation des investissements entraîne une croissance des revenus et donc une augmentation de la demande en vertu de l'effet multiplicateur.

Ce surcroît de demande provoque un besoin d'équipement nouveau qui se traduit par des investissements en vertu de l'effet accélérateur.

La combinaison de ces 2 effets peut provoquer une croissance économique régulière.

L'investissement permet non seulement d'abaisser les coûts de production (une meilleure compétitivité –prix) mais aussi de répondre sans délai aux exigences de la demande (compétitivité structurelle) ; les entreprises gagnent des parts de marché.

Par ailleurs l'investissement immatériel joue aussi un rôle important.

L'investissement en capital humain est important car il est porteur d'externalités positives comme la hausse de la productivité du travail. Les dépenses en recherche et développement sont un facteur d'innovations favorables à la croissance. La publicité stimule la consommation alors que les dépenses de marketing permettent de mieux savoir les aspirations du consommateur. Ces dépenses immatérielles stimulent la demande.

L'investissement public peut favoriser la croissance économique. Les investissements publics dans les infrastructures (routes, ports...) peuvent permettre d'améliorer la compétitivité prix des entreprises par la réduction des coûts de transport, stimulant ainsi les ventes et donc la production au niveau national.

Les investissements publics dans la recherche-développement, dans la formation peuvent stimuler les innovations, la productivité et donc la croissance économique.

2. Progrès technique et croissance :

Le progrès technique en apportant des gains de productivité est un facteur de croissance économique. L'augmentation de la production entraîne des économies d'échelle réduisant le coût unitaire du produit cette baisse du prix permet d'accroître la demande des consommateurs au plan national mais aussi au plan international ce qui augmentera les exportations. Les gains de productivité apportent à l'entreprise une hausse de ses profits qui facilitera le financement de nouveaux investissements. Parallèlement l'entreprise pourra augmenter les salaires et revenus de ses salariés. Cette hausse de leur pouvoir d'achat étendra la demande à de nouveaux marchés.

Les recettes fiscales de l'Etat augmenteront, permettant à ce dernier de développer une P^e d'investissements publics et de dépenses de transferts. Enfin la hausse de la productivité

entraînant une réduction du temps de travail favorisera de nouvelles consommations dans le secteur des loisirs et du tourisme.

3. Investissement – Emploi

Les effets de l'investissement sur l'emploi dépendent de la nature de l'investissement.

L'investissement de remplacement a un effet neutre sur l'emploi. L'investissement de capacité a un effet favorable. L'investissement de productivité a des effets ambigus. A court terme il y a suppression d'emplois car les gains de productivité sont importants. A long terme les gains de productivité obtenus peuvent permettre une baisse du prix de vente des produits (réalisation d'économies d'échelle) relançant la production et créant de nouveaux emplois qui requièrent plus de qualification.

Les gains de productivités entraînent une suppression d'emplois si la demande n'augmente pas.

Les gains de productivité entraînent une création d'emplois à cause de :

- L'accroissement de la demande issue de l'augmentation du pouvoir d'achat du fait de la croissance des salaires
- L'accroissement de la demande issue de l'accroissement du pouvoir d'achat du fait de la croissance des aides sociales.
- l'augmentation de la demande issue de la diminution des prix entraînant une augmentation des exportations.
- l'augmentation de la demande issue de l'augmentation des profits.

Les gains de productivité entraînent une création d'emplois à cause : de l'accroissement de la demande issue de l'augmentation du pouvoir d'achat de fait de la croissance des salaires, des sociales ; de l'augmentation des profits et de la diminution des prix entraînant une augmentation des exportations.

4. Progrès Technique -Emploi :

Le progrès technique a des effets sur l'emploi.

- Le progrès technique a des effets négatifs sur le volume de l'emploi. A court terme il est destructeur d'emplois. Il favorise la substitution du capital au travail engendre une hausse de la productivité (productivité augmente plus vite que la production l'impact sur l'emploi est négatif) pouvant avoir un impact négatif sur l'emploi, engendre aussi un processus de destruction créatrice.

Le progrès technique a aussi des effets négatifs sur la qualité de l'emploi : effets négatifs sur les conditions de travail (fatigue nerveuse stress...), favoriser la déqualification de l'emploi (ouvriers spécialisés du taylorisme) et la précarisation de l'emploi.

- Le progrès technique a des effets positifs sur le volume de l'emploi. Il engendre des

gains de productivité pouvant stimuler la hausse des revenus favorable à l'emploi. Il crée des emplois (conception, entretien des machine), de nouvelles activités et met à la disposition des consommateurs de nouveaux produits capables de relancer la consommation, la croissance et donc l'emploi.

Par ailleurs il a aussi des effets positifs sur la qualité de l'emploi. Il peut favoriser une amélioration des conditions de travail. Il favorise la réduction de la durée du travail qui est à l'origine de la tertiarisation de l'emploi (amélioration des conditions par rapport à l'industrie) et tirer les qualifications vers le haut.

CHAPITRE IV : LE MARCHE DU TRAVAIL

I. DEFINITION

Le marché du travail est le lieu de rencontre de l'offre de travail et la demande d'emploi. De cette rencontre résulte un niveau des salaires et des emplois effectifs. L'offre de travail qui est la demande d'emploi provient des ménages, la demande d'emploi qui est l'offre de travail provient des entreprises et des administrations.

II. EVOLUTION DU MARCHE DU TRAVAIL

Le marché du travail est déterminé par **l'offre de travail** et la **demande de travail**.

1) L'offre de travail :

L'offre de travail constitue en quelque sorte la population active. Depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, la population active c'est-à-dire l'offre de travail n'a cessé d'augmenter dans les pays industrialisés capitalistes. Elle a connu d'importantes transformations dans ces pays notamment :

-La féminisation du travail : C'est l'augmentation de la part des femmes dans la population active.

A l'origine de cette féminisation se trouve la lutte de l'émancipation des femmes ; surtout l'instruction et la formation des femmes qui leur ont permis d'avoir les mêmes compétences professionnelles que les hommes.

-La salarisation du travail : C'est l'augmentation de la part des salariés dans la population active.

A l'origine du phénomène de la salarisation se trouvent le déclin des secteurs primaire et de l'artisanat, la concentration des entreprises, le développement de la fonction publique et le désir acquis de la sécurité sociale.

-La tertiairisation du travail : C'est l'augmentation de la part du secteur tertiaire (**services**) dans l'activité économique. Le tertiaire est un secteur d'activité à progrès technique simple.

2) La demande de travail : correspond à l'offre d'emploi c'est-à-dire la création d'emplois. La création d'emplois par les entreprises dépend du niveau de la demande, du coût salarial et les charges sociales. Dans les PIC on peut remarquer que les emplois créés sont surtout des emplois tertiaires et seul le Japon et les USA continuent à créer encore des emplois industriels.

III. LES ANALYSES TRADITIONNELLES DU MARCHE DU TRAVAIL

1-La vision libérale ou néo-classique :

Le marché du travail est toujours en équilibre ou revient automatiquement en équilibre. Pour ces économistes, l'offre et la demande de travail dépendent du seul niveau des salaires. Les seules formes de chômage envisageable par eux sont : **le chômage transitoire et le chômage volontaire**.

Ainsi pour les économistes néo classiques, en dehors de ces deux formes de chômage, tout autre chômage est la conséquence des salaires trop élevés que les rigidités empêchent de baisser (**salaire minimum, syndicat, prestations sociales, etc.**). La solution au problème du chômage chez les libéraux réside dans la baisse des salaires.

2-La vision Keynésienne :

Dans l'analyse keynésienne, le déterminant fondamental du niveau de l'emploi n'est pas le coût du travail c'est-à-dire les salaires, mais plutôt la demande effective c'est-à-dire la demande des biens et services adressée aux entreprises.

En effet la baisse du salaire équivaut à la baisse du pouvoir d'achat synonyme d'une baisse de la demande effective. La baisse des salaires est donc la source de la mévente qui conduit l'entreprise à réduire la production et en supprimant des emplois. Ainsi au lieu d'être une solution au problème du chômage la baisse des salaires devient une cause du chômage chez **Keynes**. Pour les Keynésiens, la solution au problème du chômage réside plutôt dans l'augmentation des salaires qui est synonyme d'augmentation du pouvoir d'achat seul capable de maintenir durablement une demande effective importante.

En poussant cette analyse plus loin on voit que la baisse des salaires qui est la solution préconisée par les libéraux pour résorber le chômage constitue plutôt une source d'aggravation du chômage chez **Keynes**. Le mérite de **Keynes** réside dans le fait qu'il a fondé son analyse du chômage sur le circuit économique global à la différence des libéraux qui se sont limités uniquement au marché du travail pour analyser le chômage.

IV. LES NOUVELLES ANALYSES DU MARCHE DU TRAVAIL

1. La théorie de la répartition :

Pour les répartitionnistes, le niveau de salaire est le résultat d'un rapport de force entre patronat et salariat. Seule une meilleure répartition de la valeur ajoutée entre salaire et profit est capable de favoriser la création d'emplois et d'assurer le plein emploi.

2. La théorie du déséquilibre :

Les théories du déséquilibre pensent que les prix et les salaires sont rigides dans la réalité. Le chômage libéral (classique) et le chômage keynésien peuvent coexister ou se succéder.

3. L'école de la régulation :

Pour les tenants de cette école, l'équilibre du marché du travail dépend du rapport salarial qui caractérise les relations entre salariés et patrons, ces rapports ont évolué dans le temps jusqu'en 1929, l'Etat n'intervient pas dans l'activité économique et les salaires fluctuent librement c'est la régulation concurrentiel.

V. LES EFFETS DE LA CRISE SUR LE MARCHES DU TRAVAIL :

1. La montée du chômage :

Dans l'ensemble les pays industrialisés capitalistes (PIC), la crise a eu un impact considérable. Partout le chômage ne cesse d'augmenter et avoisine les 10%.Devant le chômage certaines catégories de personnes sont plus touchées que d'autres : les jeunes (pas assez d'expérience) les femmes (objet de discrimination à l'embauche, moins organisés dans les syndicats exercent des emplois précaires, salaires faibles, elles se caractérisent par l'absentéisme) les moins qualifiés et les non diplômés (pas assez polyvalents) ;

2. La segmentation du marché du travail :

La segmentation du marché du travail est la division du marché en plusieurs segments ou sous marchés sur lesquels les emplois aussi bien que les travailleurs présentent des caractéristiques distinctes. Le marché du travail se décompose au moins en 2 sous marchés :

- **Le marché primaire ou central** rassemble la main d'œuvre indispensable à la bonne marche de l'entreprise. Cette main d'œuvre est stable, qualifiée, syndiquée, touche des salaires élevés et bénéficie des avantages sociaux importants ;
- **Le marché secondaire ou périphérique** est représenté par des travailleurs qui constituent une main d'œuvre d'appoint exerçant des emplois aléatoires, précaires, avec un salaire faible. Cette main d'œuvre d'appoint, constituée de jeunes, de femmes, d'immigrés, joue le rôle d'amortisseur aux fluctuations de l'activité économique.

3. La précarisation de l'emploi

La crise des années 1970 fut à l'origine de la précarisation ou instabilité de l'emploi. L'emploi typique est un emploi salarié à plein temps, stable, assorti de garanties. Les emplois atypiques concernent principalement les emplois salariés soit à temps plein mais précaires (CDD, intérim

soit à temps partiels voulu ou subi souvent instables (non renouvelable-licenciement) et peu protégés.

Depuis le milieu des années 1980 se sont multipliées les formes particulières d'emploi (FPE) qui correspondent (à des emplois « atypiques » (CDD, temps partiel, intérim, emploi aidés et traduisent une précarisation due à l'instabilité et la faiblesse des revenus.

L'impact de ces emplois atypiques sur le fonctionnement du marché du travail est important en termes de flux.

4. La flexibilité du travail

La flexibilité du travail est l'ensemble des mesures permettant à l'entreprise d'adapter l'effectif de ses travailleurs aux fluctuations de l'activité économique.

Selon certains analystes l'important taux de chômage constaté dans les pays développés est imputable à l'existence de rigidité qui empêche le marché du travail de fonctionner normalement. Ces rigidités sont salariales (salaires trop élevés, salaires mini, cotisations sociales) réglementaire (poids de l'Etat, des syndicats) ou concernent la gestion des sureffectifs.

Pour revenir à l'équilibre il faut rendre au système productif une certaine flexibilité afin que celui-ci s'adapte au moindre coût aux variations de l'activité.

Selon certains analystes le taux de chômage élevé constaté dans les pays développés est dû à des rigidités qui empêche le marché du travail de fonctionner normalement. Autrement dit la flexibilité du travail est la capacité d'adaptation du facteur travail en volume, en valeur et coût en fonction des évolutions de la demande adressé à l'entreprise. On distingue.

- **la flexibilité quantitative** (ajustement par le volume de l'effectif) est liée au type de contrat de travail. Le CDI entraîne une certaine rigidité de l'effectif (sauf licenciement et indemnité de compensation) alors que le recours aux CDD et au contrat de travail temporaire CTT) favorise la flexibilité du volume de main d'œuvre au prix d'une certaine précarisation de l'emploi. Elle a deux variantes : **la flexibilité quantitative interne** qui est l'adaptation du travail à l'intérieur de l'entreprise de façon quantitative : les variations des horaires de travail à l'intérieur, le temps partiel, utilisation des heures supplémentaires et **la flexibilité quantitative externe** qui consiste à faire varier le nombre de salariés dans l'entreprise en fonction du niveau de la demande soit en licenciant soit en ayant recours à des CDD, FPE ou à des intérim ;
- **la flexibilité qualitative ou flexibilité fonctionnelle** consiste à ajuster par la polyvalence et la qualification. Elle permet partiellement de limiter le rôle des licenciements par l'accroissement de la polyvalence des employés favorisée par des mesures de formation professionnelle (loi de 1971 en France) ;
- **la flexibilité salariale** consiste à faire varier les salaires en fonction du niveau de l'activité de l'entreprise. Donc la rémunération est fonction du résultat ;

- **l'externalisation** consiste à n'utiliser en propre qu'un minimum de salariés à statut normal (CDI) pour l'activité productive principale et à organiser en dehors d'elle la production du reste des entrants nécessaires par des travailleurs externes précaires.

NB : la flexibilité prend des allures différentes en fonction d'un marché du travail de plus en plus segmenté. Le marché primaire est davantage concerné par la flexibilité interne et fonctionnelle ; le marché secondaire par la flexibilité externe.

La flexibilité du travail a des effets positifs et négatifs :

En ce qui concerne les effets positifs :

- Elle permet aux entreprises de s'adapter aux variations de la demande à moindre coût ce qui peut favoriser l'investissement, la production et donc l'emploi ;
- le développement de la flexibilité externe permet aux entreprises de connaître des gains de productivité ;

Selon les libéraux la flexibilité salariale est favorable à l'emploi

Par ailleurs la flexibilité a des effets négatifs :

- Pour les keynésiens plus de flexibilité salariale déprime la demande effective et l'impact sur la croissance et l'emploi est négatif ;
- la flexibilité externe engendre la précarisation de l'emploi ce qui peut freiner, la consommation, la croissance et l'emploi ;
- le développement de la flexibilité du travail peut démotiver les salariés et jouer sur leur productivité ;

En d'autres termes pour l'analyse libérale tout ce qui peut supprimer les rigidités dont souffrent le marché du travail est favorable à l'emploi. Ainsi la flexibilité peut favoriser l'emploi car :

- elle abaisse le coût du travail en évitant les coûts liés à d'éventuels sureffectifs ;
- la baisse du coût du travail favorise les profits qui, à leur tour incitent à produire, à investir donc à embaucher ;
- la baisse des coûts entraîne la baisse des prix ce qui peut stimuler la consommation cependant la flexibilité présente des limites ;
 - la flexibilité quantitative externe accroît le dualisme du marché du travail. Les jeunes et les femmes sont les victimes de cette segmentation ;
 - les keynésiens montrent que cette précarité pèse sur les revenus donc sur la demande et sur l'emploi ;
 - la flexibilité par l'externalisation fait reposer sur le sous-traitant le coût économique et

humain des licenciements en cas de ralentissement de la conjoncture ;

Enfin, la flexibilité a des conséquences positives et négatives :

- les conséquences positives sont :
 - elle permet de rendre les prestations plus adaptées aux demandes des ménages et des entreprises ;
 - elle permet de sélectionner les salariés avant de les embaucher : le savoir faire évolue
⇒ flexibilité fonctionnelle ;
 - elle permet aux entreprises de suivre l'évolution des techniques
- les conséquences négatives sont :
 - l'entreprise perd les effets d'apprentissage résultant de l'emploi durable, ces effets sont sources de gains de productivité ;
 - la flexibilité n'incite pas la productivité : minimum de salaire égal minimum d'efforts.

NB : Atelier flexible = atelier qui produit ou fabrique plusieurs modèles.

CAPITRE V : L'ORGANISATION SCIENTIFIQUE DU TRAVAIL

I- Taylorisme et fordisme :

1- Le taylorisme : Le taylorisme est une méthode d'organisation scientifique du travail proposé par un ingénieur américain, **Frederick Winslow TAYLOR (1856-1915)**. Il est basé sur la division verticale et horizontale du travail. Le taylorisme vise l'amélioration de la productivité de la main d'œuvre par la recherche de la méthode de travail la plus efficace « **the one best way** » ; le taylorisme est basé sur deux principes :

a- La séparation ou division : Entre le travail d'exécution effectué par les ouvriers spécialisés et le travail de conception effectué par les ingénieurs et le bureau des méthodes. Une telle séparation permet une plus grande efficacité du travail car les ouvriers se voient confier seulement des tâches simples à répéter, le travail est ainsi divisé en fonction des compétences. C'est la division du travail.

b-La parcellisation du travail : Cela consiste à décomposer le travail en un certain nombre de tâches simples qui seront analysés afin de supprimer les gestions initiales et déterminer pour chaque opération ou pour chaque tâche les outils appropriés et le temps nécessaire. **Taylor** propose ainsi la **division horizontale du travail** dans laquelle chaque ouvrier se voit confier une tâche élémentaire déterminé à exécuter en permanence. **Taylor** avec sa division horizontale et verticale du travail a conduit à une requalification de ce dernier et remis en cause le concept de métier.

2- Le fordisme : Le fordisme est une méthode d'organisation scientifique du travail mis au point par **Henry FORD (1854-1947)** aux Etats-Unis. Il est caractérisé par l'importance de la chaîne de production. C'est dans les années **1910** que **Ford** a approfondi l'œuvre de **Taylor** en y ajoutant plusieurs innovations.

-La 1^{ère} innovation : Est le convoyeur ou la chaîne de montage qui permet d'apporter devant chaque poste de travail les pièces nécessaires. Ce ne sont donc plus les ouvriers qui se déplacent pour aller chercher mais c'est plutôt les pièces qui se déplacent et passent devant tous les postes de travail. Cela a réduit considérablement les temps morts et obligent les ouvriers à travailler à une cadence plus ou moins élevée.

-La 2^{ème} innovation : A été la **standardisation** des pièces et des produits. Ce qui permet la production en grande série. Ainsi dans les usines **FORD** on produisait un seul modèle de voiture sans variante de couleur et de forme. Le fordisme qui constitue une parcellisation extrême du travail a permis d'employer une masse importante de travailleur non qualifiée composée d'anciens paysans et d'émigrés.

L'innovation la plus importante a été le « **five dollar day** » qui constitue une conception du fordisme correspondant à un modèle de croissance économique dans lequel les gains de productivité favorisent une augmentation des salaires et par conséquent une consommation de masse. C'est pourquoi en **1914 Ford** a décidé de faire passer le salaire de ses ouvriers de **2,04\$** à **5\$** par jour. A l'origine de cette mesure il y avait deux objectifs :

- **Un 1^{er} temps** maintenir ses ouvriers en empêchant ceux-ci d'abandonner le travail parce que les salaires sont faibles
- **Un 2nd temps Ford** voulait faire en sorte que les travailleurs deviennent les principaux débouchés de leur production.

La crise de **1925** est considérée comme un effet avec les innovations apportées au **taylorisme** par **Henry FORD**. La production avait considérablement augmenté. Le principal problème était alors celui des débouchés pour l'écoulement de la production. Tout le mérite revient à **FORD** d'avoir non seulement contribué à augmenter la production en distribuant des revenus c'est-à-dire en créant le pouvoir d'achat qui est le seul remède contre les méventes.

II- La crise de l'organisation scientifique du travail (OST) :

❖ **Les manifestations de la crise :** A partir des années **1960**, les gains de productivité vont ralentir partout dans les pays développés et de l'organisation scientifique du travail. Dans les usines on assiste une augmentation de l'absentéisme et les **taux de turn-over** (taux de rotation du personnel) devenaient de plus en plus importants. On assiste également à l'apparition des comportements d'indifférence à l'égard du travail. Le travail parcellisé après avoir permis à la majorité des travailleurs notamment les non qualifiés d'accéder au travail, a fini par être rejeté conduisant ainsi l'organisation scientifique du travail à une crise profonde qui va la rendre inadaptée aux nouvelles conditions de la concurrence. L'**organisation scientifique du travail** a été conçue pour la production en grande série. Elle est utile tant que la demande reste connue et non sujette des modifications dans le temps. Lorsque les changements interviennent dans la demande cela compromet tous les avantages qui sont liés à l'**organisation scientifique du travail**.

$$\text{Taux de turn-over} = \frac{\text{Nbre de sortant ou entrant}}{\text{Effectif moyen de l'Entreprise}} * 100.$$

L'organisation scientifique du travail est devenue un handicap lorsqu'on a été confronté à la nécessité d'un renouvellement accéléré et d'une variation des modèles suite à la modification de la demande. Dans une telle situation, la production en petite série s'impose et avec elle l'atelier flexible et l'automatisation (**atelier flexible= atelier qui produit ou fabrique plusieurs modèles**). L'organisation scientifique du travail a été conçue sur la base d'un modèle unique. Avec l'organisation scientifique du travail les travailleurs sont obligés d'avoir une capacité d'analyse et une participation responsable à la vie de l'entreprise. L'automatisation s'accompagne du chômage qui frappera sur tous les non qualifiés et moins qualifiés.

❖ En résumé la différenciation des goûts du public, la nécessité de l'automatisation à travers les ateliers flexibles sont les deux facteurs qui sont à l'origine de la crise de l'**Est**. Pour remotiver les travailleurs plusieurs aménagements ont été apportés :

- **La rotation des heures :** Il s'agit de rompre avec la monotonie ;
- **L'élargissement des tâches :** Il s'agit de confier à l'ouvrier plusieurs tâches qui sont complémentaires ;
- **L'enrichissement des tâches :** Il s'agit de donner à l'ouvrier une responsabilité dans les études, l'exposant ainsi à une certaine autonomie dans la prise de certaines décisions ;
- **Le cercle de qualité :** Ce sont les conseils des travailleurs qui se réunissent librement pour identifier, analyser et préconiser des solutions aux problèmes et remonter quotidiennement dans leur travail ;
- **La participation ou le partenariat :** Il s'agit d'intéresser les travailleurs au résultat de l'entreprise.

III- La nouvelle forme d'organisation scientifique du travail : le toyotisme

Le toyotisme est un modèle d'organisation scientifique du travail mis au point et introduit dans la firme de construction automobile **TOYOTA** par **Taïchi OHNO**. Cette nouvelle méthode d'organisation du travail marque le passage du **taylorisme** au **toyotisme**. Le toyotisme a été conçu pour s'adapter à un contexte de croissance lente qui a commencé depuis la crise de **1973** et aux conditions d'une diversification de la production. Selon son concepteur cette nouvelle méthode d'organisation du travail repose sur **deux principes** :

- 1- **La production à temps juste :** Il s'agit de donner la priorité à l'aval (**après**) sur l'amont (**l'avant**). En effet pour le toyotisme la logique parle des commandes qui sont adressées à l'entreprise (**amont**) pour remonter à la production (**aval**). L'objectif reste la production de quantité demandée et seulement les quantités dans les délais convenus : c'est le principe du **zéro stock** ;

- 2- L'auto-activation :** Ce principe consiste à doter les machines et les ouvriers des ateliers d'une certaine autonomie afin d'avoir des mécanismes de non arrêt de la production en cas d'anomalie constante.

SUJET DE DISSERTATION

Les investissements créateurs d'emploi ne sont ils soutendus que par le profit ?

Introduction :

La raison d'être de toute entreprise est la réalisation du maximum de profit qui lui garantie une bonne sante financière. Untel sujet nous invite à faire la lumière sur tous les déterminants des investissements créateurs d'emploi et le rôle joué par le profit.

De nos jours tous les investissements créateurs d'emploi soutenu par le profit et les autres facteurs qui sont à l'origine de ces investissements alimentent plusieurs débats portant sur la relance économique dans les PIC.

Les investissements créateurs d'emploi sont des opérations par lesquelles les entreprises acquièrent les moyens de production pour accroître ou pour moderniser leur stock de capital fixe.

Le profit est le bénéfice réalisé par l'entreprise, destiné à rémunérer les actions et agrandir la taille de l'entreprise.

Les entreprises créatrices d'emploi sont ils soutendus seulement par le profit ?

Pour répondre à cette question nous allons tout d'abord étudier le rôle du profit dans les investissements créateurs d'emploi et ensuite nous évoquerons les rôles des autres facteurs dans la réalisation de ces investissements.

Plan détaillé :

1ère Partie : Les investissements créateurs d'emplois sont soutendus par le profit.

- I. Les investissements créateurs d'emplois et les raisons de leurs réalisations (investissement de capacité et investissement de productivité)
- II. Le rôle du profit dans les investissements créateurs d'emplois (autofinancement et emprunt bancaire)

2ème partie : Les autres facteurs qui sont également à l'origine de l'investissement.

- I. La demande anticipée
- II. La rentabilité escomptée ;
- III. Le cout relatif du capital et du travail.

Conclusion :

Après avoir analysé les documents et en tenant compte de nos connaissances personnelles, nous pouvons dire que les investissements créateurs d'emploi sont soutenus par le profit. Mais il n'est pas le seul déterminant de ces investissements. Il ya d'autres facteurs qui sont également à l'origine à savoir : la demande anticipée, la rentabilité escomptée et le coût relatif du capital et du travail. Les investissements créateurs d'emplois peuvent ils promouvoir la croissance économique et le plein emploi dans les pays industrialisés capitalistes ?

MODULE 4 : PAYS EN DEVELOPPEMENT

CHAPITRE I : HETEROGENEITE DU TIERS MONDE

I. LES DIFFERENTES DENOMINATIONS :

Il existe un grand nombre d'expressions synonymes : les pays du tiers monde, les pays sous-développés, les pays en voies de développement (PVD), les pays périphériques, les pays du sud, les pays en développement (PED) ...

Ces expressions désignent les pays dont le niveau de vie mesuré par le revenu national réel par tête est inférieur au niveau mondial réel par tête.

II. LA DIVERSITE DES SITUATIONS

Les pays du tiers monde forment un ensemble disparate :

-sur le plan géographique : Il y a des pays qui ont une ouverture sur la mer et d'autres sont des pays continentaux.

La dotation en ressource naturelle, les superficies, les reliefs, les climats et les populations sont très différents d'un pays à l'autre ;

-sur le plan historique : La majorité des pays du tiers monde a été colonisés mais les conséquences et l'héritage de cette colonisation diffèrent également d'une ancienne colonie à une autre ;

-Les niveaux de développement : On peut distinguer dans le tiers monde les pays à faible revenu (**revenu inférieur à 480\$ US**), les pays à revenu intermédiaire (**revenu supérieur à 480\$ US et inférieur à 600\$ US**) et les pays à revenu élevé (**revenu supérieur à 600\$ US**) parmi lesquels se trouvent essentiellement les pays producteurs de pétrole. On distingue aussi les nouveaux pays industriels (NPI), les pays à revenu intermédiaire et les pays les moins avancés (PMA) .

III. LES POINTS COMMUNS :

- Les économies sont essentiellement agricoles, dualistes et désarticulées ;
- La sous-alimentation et la malnutrition
- La forte pression démographique

- La faiblesse de l'industrie
- La faiblesse du revenu par habitant et la pauvreté ;
- La faiblesse de l'épargne nationale, de l'appareil éducatif et de formation ;

CHAPITRE II: LES THEORIES EXPLICATIVES DU SOUS DEVELOPPEMENT

I- L'ANALYSE LIBERALE

1-Le sous-développement est un phénomène naturel :

Pour les libéraux le climat, la pauvreté du sous-sol, le relief, la fréquence des catastrophes naturelles sont les causes naturelles du sous-développement. Ces facteurs sont effectivement un handicap pour le développement économique.

2-Le sous-développement est un phénomène culturel :

Les mentalités, la culture, les traditions, la structure politique et sociale (**Etat non fiable, instabilité politique avec une administration lent, fatalisme, les castes, la place et le rôle de la femme**) peuvent être des contraintes pour le développement.

3- Le sous-développement est un phénomène de retard : L'analyse libérale, à travers le modèle de **Rostow**, fait également du sous-développement un phénomène linéaire car tous les pays doivent passer par 3 étapes successives pour atteindre le développement. Selon l'optique de **Rostow**, tous les pays marchent incroyablement vers la consommation de masse qui est le stade ultime du processus de développement.

II- L'ANALYSE EN TERMES DE DOMINATION

1- L'analyse non Marxiste :

D'après les non marxistes, le sous-développement n'est que le résultat d'une domination. En effet sans une volonté de domination, la différence dans le niveau de développement entre les pays bloque toute tentative de développement de certains pays du tiers monde.

Ainsi il sera de plus en plus difficile pour les pays du tiers monde de se développer car ils sont en concurrence directe avec les pays développés. L'industrialisation étant un des facteurs clés du développement, dans ces conditions le tiers monde pourra difficilement s'industrialiser.

C'est en voulant se doter d'un appareil de production moderne et d'une main d'œuvre qualifiée que le tiers monde sera obligé de recourir aux capitaux étrangers c'est-à-dire à l'endettement.

De nos jours le remboursement de cette dette est devenu un autre handicap pour le développement du tiers monde.

2- L'analyse marxiste :

Pour les marxistes le sous-développement est le résultat de la colonisation qui perpétue l'exploitation et la domination de la « périphérie » par le « centre ».

Les pays du tiers monde sont majoritairement des anciennes colonies et restent sous l'emprise de l'ancien colonisateur. Cette domination entrave sérieusement le développement des économies des pays du sud.

L'essentiel des secteurs rentables se trouve entre les mains des investisseurs étrangers. Le commerce international est défavorable au tiers monde à cause de la dégradation des termes de l'échange.

Cette dégradation s'explique par la distribution inégale des gains de productivité entre les pays développés et les pays du tiers monde, la mauvaise spécialisation, l'inflation de plus en plus forte dans les pays du sud à cause de la dévaluation fréquente des monnaies.

CHAPITRE III : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

I- LA PLACE DE L'AGRICULTURE

Le développement du tiers monde passe nécessairement par une agriculture performante capable d'assurer l'autosuffisance alimentaire (**grâce au gain de productivité**) et la promotion des industries agro-alimentaires. Par la libération d'une partie de la main d'œuvre agricole pour les activités non agricoles et la fourniture de matières premières pour les industries agro-alimentaires.

Une telle agriculture permettra l'amélioration des revenus de l'agriculture, du monde paysan qui constituera ainsi un marché solvable pour l'écoulement de la production industrielle.

1-La réforme agraire

L'obtention d'une agriculture performante dans le tiers monde nécessite la mise en œuvre dans la plupart de ces pays d'une véritable réforme agraire. Celles-ci répondent aux objectifs tels que: assurer une plus grande justice sociale, obtenir une meilleure productivité...

2-La révolution verte

Dans les années 1960 au Mexique et en Inde, les variétés de riz et de blé pouvant tripler les rendements ont été introduites dans l'agriculture : ce sont **les variétés à haut rendement (VHR)**. Leur introduction a révolutionné l'agriculture et a été qualifiée de révolution verte. C'est cette

révolution verte qui a permis à l'Inde et à d'autres pays asiatiques d'atteindre l'autosuffisance alimentaire et de réaliser un excédent agricole exportable.

Le recours au **VHR** implique nécessairement l'utilisation massive d'engrais, de pesticides et autres produits chimiques dans l'agriculture. Il demande également une mécanisation poussée et les travaux d'irrigation important. Le coût des **VHR** peut être 20 fois plus élevé que celui des variétés traditionnelles. L'importance des investissements à réaliser peut créer et entretenir des inégalités sociales.

3-Le choix des cultures :

Les paysans du tiers monde se trouvent souvent face à un dilemme : **faut-il favoriser les cultures vivrières ou les cultures d'exportation ?**

Favoriser les cultures vivrières permet l'autosuffisance alimentaire et la préservation des habitudes alimentaires.

Favoriser les cultures d'exportation permet de se procurer les devises pour financer l'industrie. Un tel choix peut également provoquer la famine et augmenter la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur.

II- LES STRATEGIES D'INDUSTRIALISATION

1-Les différentes stratégies d'industrialisation

Deux grands axes se dessinent à ce niveau ; d'une part le développement autocentré ou intraverti et d'autre part le développement extraverti ou tourné vers l'extérieur. Dans le développement autocentré, le pays refuse son insertion dans la division internationale du travail (DIT) mais se heurte à l'exiguïté du marché intérieur.

Le choix d'une industrialisation extraverti permet au pays de s'insérer dans la **DIT** pour promouvoir son développement au risque d'accroître sa dépendance.

2-Les difficultés de l'industrialisation dans le tiers monde

L'industrialisation du tiers monde est confrontée à un certain nombre d'obstacle :

-la boucle Fordiste n'existe pas : La production de masse n'est associée à une consommation de masse dans le tiers monde à cause de la faiblesse du pouvoir d'achat des travailleurs. Ce qui rend le marché intérieur étroit ;

-le gaspillage est important : Les projets sont le souvent choisis par prestige et non par nécessité. Cela conduit à la réalisation des grands projets très courts et peu rentables au détriment des petits, moyens et micro- projets plus utiles.

La classe dirigeante oriente les producteurs dans les directions non appropriées et s'accaparent d'une part importante de la richesse nationale qu'elle met à l'abri dans les paradis fiscaux ;

- le budget de l'Etat fait la part belle aux dépenses militaires ;
- la bureaucratie et la corruption décourage les investisseurs nationaux et étrangers.

CHAPITRE IV : L'ENDETTEMENT DU TIERS MONDE

I-LES ORIGINES ET L'EVOLUTION DE LA CRISE DE L'ENDETTEMENT

Pour promouvoir leur croissance économique, les pays du tiers monde étaient confrontés à l'insuffisance de leur épargne nationale pour couvrir leur besoin de financement qui était énorme. Ces pays étaient donc obligés de recourir aux capitaux étrangers.

Il faut également ajouter les dépenses somptueuses de certains dirigeants, la fuite des capitaux à l'étranger et les chocs pétroliers qui sont venus amplifier le phénomène à leur tour.

1-Les situations au début des années 1970

Au début des années **1970-1973** la dette du tiers monde s'élevait à **100 milliards \$ US**. Ce niveau d'endettement était raisonnable et nullement inquiétant. Les recours aux banques étaient limités (**30 milliards \$ US**). Les crédits étaient généralement assortis des taux d'intérêts faibles et d'échéances lointaines.

2-La situation de 1973 à 1988

Le 1^{er} choc pétrolier intervenu en 1973 a considérablement détérioré la situation économique des pays du tiers monde notamment ceux qui ne sont pas producteurs de pétrole. Ce choc a eu pour conséquence la détérioration des déficits extérieurs et l'amenuisement des financements publics des pays développés à cause des importations massives et du fléchissement des exportations. La période **1973-1988** reste caractérisée aussi par l'élévation des taux d'intérêt et le raccourcissement des échéances.

3-La situation à partir de 1988

Le climat d'optimisme qui prévalait en **1970** avait conduit les banques à distribuer largement le crédit au tiers monde sans tenir compte de leur solvabilité, de leur capacité de remboursement. C'est dans ce contexte qu'intervient le 2^{ème} choc pétrolier en **1979** plongeant les pays développés dans la stagflation et augmentant considérablement le service de la dette des pays du tiers monde à cause de la hausse vertigineuse des taux d'intérêt qui ont atteint **20%**. En **1982**, la profonde détérioration de la situation économique des pays du tiers monde va aussi déclencher la crise de l'endettement.

II-LES MENACES ET LA RECHERCHE DE SOLUTION

1-Les menaces

Depuis **1930** le monde n'avait pas connu de crise financière grave. La menace est de nouveau apparue en **1982** avec la crise de l'endettement. Pour éviter le crash attendu, le fond monétaire international est intervenu pour faire pression à la fois sur les banques et sur les pays du tiers monde.

Au 1^{er} choc pétrolier, le FMI a demandé d'accepter le paiement des intérêts dû et repousser plus tard le remboursement de la dette proprement dite. Au 2^{ème} choc pétrolier, le FMI a demandé la mise en œuvre des mesures d'ajustements structurels et extérieurs.

2-La recherche de solution

Pour résoudre le problème de la dette depuis **août 1980**, des plans de rééchelonnement se sont succédé. C'est ainsi qu'en 1985 il y a eu le plan **Backer** qui a mis l'accent sur la nécessité d'une croissance économique dans les pays du tiers monde pour relancer leur solvabilité c'est-à-dire restaurer leur capacité de remboursement.

En **mars 1989** ce fut le plan de **Brady** qui pose le problème de la réduction des dettes commerciales du tiers monde.

III- L'AIDE

Mise en place par les pays développés, l'aide a pour but de remédier aux difficultés de financement des pays du tiers monde. Elle se présente sous plusieurs formes.

1-L'aide publique au développement (APD)

Elle désigne les prêts du secteur public qui sont généralement assortis de conditions plus favorables que celle du marché financier international. Elle avait été fixée à un taux de **1%** du **PNB** des pays développés. Mais dans la réalité elle tourne autour de **0,35%** de ce **PNB**.

2-L'aide privée

Elle regroupe les dons des organisations non gouvernementales, des crédits à l'exportation, des investissements de portefeuille, des investissements directs étrangers.

3-L'union européenne et les ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique)

L'aide peut être bilatérale ou multilatérale. Elle peut être liée ou non liée. L'Union Européenne fournit une aide spéciale aux pays **ACP** dans le cadre des conventions de Lomé devenu aujourd'hui conventions de Cotonou.

SUJET DE DISSERTATION

Sujet : les théories économiques suffisent-elles pour expliquer le sous-développement des PED ?

Définitions des mots clés :

- **Théories économiques** : ce sont des théories émises par certains économistes pour analyser le sous-développement des pays du tiers monde.
- **Le sous-développement**: c'est la précarité de la situation sociale et économique dans laquelle se trouvent certains pays.

Document 2:

CE: La culture africaine constitue un obstacle au développement des pays d'Afrique.

CP: Par son autosuffisance, sa passivité, son manque d'ardeur à aller à la rencontre des autres cultures avant que ces dernières ne s'imposent à elles et ne l'écrasent, le fatalisme africain.

Place : 2^{ème} partie :

Document 3 :

CE : selon les dépendandistes la DIT est un système injuste conçue pour maintenir les PED dans cette situation de pauvreté et favorisé la consolidation de leur propre développement.

CP : Pour ces dépendandistes l'insertion des PED dans l'échange international ne favorise pas leur industrialisation puisqu'ils produisent et exportent des matières premières et des produits agricoles à faibles VA et dont –ils ne sont pas maître des prix. Le tout se passe comme si les richesses des pays du Sud sont transférées vers le Nord via le commerce international à travers notamment la dégradation des termes de l'échange inégal.

Le tiers monde ne connaîtra pas de développement puisque le développement des pays industrialisés s'accompagne de l'appauvrissement des pays du tiers monde.

Place : 1^{ère} partie:

Document 4:

CE : La baisse des prix des matières premières et des produits agricoles entraînent une diminution des gains de productivités, des formations périphériques (PED) et les défavorisent dans le commerce mondial par contre les pays du Nord (PD) mieux organisés en syndicat produisent des biens manufacturés à forte valeur ajoutée et à prix élevé d'où la dégradation des termes de l'échange entre les pays du Nord et ceux du Sud en défaveur de ceux du Sud (PED).

Place : 2^{ème} partie:

Document 5 :

CE : La dépendance technologique est aussi un facteur explicatif du sous-développement des pays du tiers monde. En le tiers monde dispose une main d'œuvre abondante et dépend technologiquement des PD. Toute chose qui réduit tout moment d'industrialisation des formations périphériques et leur chance de connaître le développement.

La meilleure solution pour les pays du Sud serait d'adopter la stratégie qui a permis à la Chine d'intégrer les NPI c'est-à-dire de produire les biens manufacturés à haute intensité de main d'œuvre pour ensuite se spécialiser petit à petit dans la production et l'exportation des produits manufacturés à haute intensité technologique.

Place : 1^{ère} partie :

Document 5:

L'échange inégal se traduit par une exploitation à 2 niveaux des pays du Sud par ceux du Nord : les ressources et la main d'œuvre c'est-à-dire que les mouvements d'exportations se traduisent par un transfert de valeur du Sud vers le Nord.

Place : 1^{ère} partie :

Document 6:

L'échange inégal veut dire que les pays du Sud sont doublement exploités par les pays du Nord. D'une part nos ressources (matières premières, produits agricoles) sont exploités à moindre coût et d'autre part le salarié est très rémunéré par rapport aux salariés étrangers malgré la faible différence de leur efficacité.

Introduction :

De nos jours à travers le monde plusieurs pays se trouvant dans une situation économique et sociale précaire qualifiée de sous-développement. Les théories économiques sont des théories mises au point par certains économistes pour analyser le sous-développement des pays du tiers monde. Plusieurs facteurs interviennent quand il s'agit d'analyser le sous-développement des pays du tiers monde. Les théories économiques à elles seules suffisent pour expliquer le sous-développement.

Pour répondre à cette interrogation, nous allons dans un premier temps montrer que les théories économiques expliquent en partie le sous-développement des pays du tiers monde et dans un second temps nous évoquerons les autres facteurs responsables du sous-développement de ces pays.

PLAN DETAILLE :

1^{ère} partie :

I. Les théories libérales du sous-développement

1. La faible insertion des PED dans la DIT
2. Le sous-développement en termes de retard de croissance économique

II. Les théories Marxistes et tiers-mondistes :

1. L'exploitation des PED par les PD à travers l'échange inégal, la dégradation des termes de l'échange.
2. Le sous-développement comme conséquence de l'expansion du capitalisme selon Karl Marx dans le monde.
3. La dépendance technologique
4. Le sous-développement comme conséquence du développement des PIC selon François

Perroux.

2^{ème} partie

I/- Les facteurs démographiques et culturels

- 1- Les facteurs démographiques (forte fécondité, faible niveau de vie, faible espérance de vie, augmentation des dépenses sociales)
- 2- Les facteurs culturels: Mentalité, tradition, religion.....

II/- Les facteurs politique et social :

- 1- Les facteurs politiques (absence de démocratie, corruption, instabilité politique, faiblesse administrative)
- 2- Facteur social :Guerre ethnique, esprit de solidarité

III/- Les facteurs naturels

- Climat non favorable au développement (faible pluviométrie), insuffisances de faune et de flore
- Fréquences des catastrophes naturelles (sécheresse, inondation, péril acridien).

Conclusion :

En somme nous pouvons dire que les théories économiques expliquent partiellement le sous-développement des PED mais cependant il ne faut pas ignorer les autres facteurs (culturel, politique, démographique, culturel, social) qui sont responsables également du sous-développement des PED. Faut-il encore se baser uniquement sur les théories économiques pour expliquer le sous-développement des PED?

MODULE 5 :

LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

CHAPITRE I : LE COMMERCE INTERNATIONAL

I- LES CARACTERISTIQUES DE L'ECHANGE INTERNATIONAL

1-L'évolution du commerce extérieur

De 1800 à 1900, le commerce mondial (**M-X**) a été multiplié par plus de 300. Seules dans les années de 1930 à 1945; on a enregistré un recul dans les échanges internationaux. Plus récemment (1970-1988), le commerce mondial a été multiplié par 10 (**décuplé**).

Les deux chocs pétroliers (**1973-1979**) ont été marqués par une diminution du volume des échanges internationaux. Pendant toute la période, la croissance des exportations a été plus forte que celle de la production.

Depuis **1960** la plupart des pays en développement se sont ouverts à l'échange international à partir du taux d'ouverture dont la formule est : $T.O = \frac{X}{PIB} * 100$

Certains pays Européens consacrent près de **25%** de leur production à l'exportation. Le Japon et les USA sont relativement fermés et ne consacrent que **10%** de leur production à l'extérieur

2-La structure et la géographie des échanges internationaux

L'échange international porte sur trois produits :

Les produits primaires (agricoles et miniers), les produits manufacturés et les services.

De plus en plus la part des produits primaires baisse dans le commerce international alors que celle des produits manufacturés et des services augmentent. C'est ainsi qu'en **1963** la part des produits primaires dans les échanges internationaux était de **45%** et seulement **24%** en **1997**. En **1963**, la part des produits manufacturés était de **52%** de l'échange international et de **73%** en **1997**.

Le commerce mondial est essentiellement concentré dans les mains d'une minorité de pays. Ainsi les USA, le Japon et l'Allemagne assurent à eux seuls le 1/3 du commerce mondial. Ils sont suivis par la France, la Grande Bretagne, l'Italie, les Pays bas et le Canada.

Les 10 premiers pays dans le commerce mondial réalisant **59,7%** des exportations mondiales et **58%** des importations sont les pays développés. Depuis les années 1970, un groupe de pays en développement réalise une percée remarquable sur la scène du commerce mondial. Il s'agit des NPI (**la Chine, Hong Kong, Taïwan, Singapour, Corée du sud, Brésil et Mexique**).

Dans les années 1980 un autre groupe de PED en Asie exportant de produits manufacturés a fait son apparition sur la scène. Il s'agit de : la **Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie**.

II- LES THEORIES DE L'ECHANGE INTERNATIONAL OU FONDEMENT DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

1-La théorie des avantages absolues d'Adam Smith : Adam Smith pense que le pays doit se spécialiser dans la production des biens où il est le plus performant et importer les autres biens pour lesquels il ne détient pas un avantage absolu. Ainsi tous les pays trouveront leurs comptes en participant à l'échange international

2-La théorie des avantages comparatifs de David Ricardo

Production	Pays A (Royaume uni)	Pays B (Portugal)
Pièces de drap	100h	90h
Vin	120h	80h
Total	220h	170h
Avantage comparatif dans le drap de B	$100/90=1,11$	
Avantage comparatif dans le vin de B	$120/80=1,5$	
Gain horaire procuré par la spécialisation	120h	90h
Quantité produite après la spécialisation	$220/100=2,2$	$170/80=2,125$

Avantage comparatif de B= Productivité du pays A/Productivité du pays B

Selon la théorie des avantages comparatifs, tous les pays doivent pouvoir participer à l'échange international. Selon l'exemple ci-dessus le pays B a un avantage absolu dans les deux productions. Cela ne veut pas dire que le pays A doit se spécialiser dans la production des biens où il est relativement plus performant.

-A se spécialise dans la production de drap : Il y a 220h disponibles, une unité étant obtenu avec 100h dans le pays A, les 220h permettront d'obtenir 2,2 unités de drap au lieu de 2 unités si chaque pays devait produire son drap ;

-B se spécialise dans la production de vin : 170h sont disponibles pour ce travail. L'unité de vin étant obtenu avec 80h dans B, 170h permettront de produire 2,125 unités de vin au lieu de 2 unités si chacun devait produire son vin.

Comme on le voit la spécialisation de chaque pays selon la théorie des avantages comparatifs permet une plus grande production au niveau des biens tout en garantissant la participation de tous à l'échange international.

3-Le théorème d'HOS (Hecksler-Ohlin-Samuelson)

Chaque pays doit se spécialiser dans la fabrication des biens incorporant le facteur de production le plus abondant et importer les produits dont la fabrication nécessite l'utilisation des facteurs de production rares dans le pays.

La différence de niveau de développement a conduit dans un 1^{er} temps à une division des pays

participant à l'échange international en 2 groupes : **les pays développés** et **les pays en développement**.

Les premiers sont exclusivement exportateurs de produits manufacturés et importateurs de matières premières alors que les seconds sont exclusivement exportateurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés.

Cette 1^{ère} spécialisation des pays dans la participation à l'échange international a été qualifiée de **division internationale du travail**.

III-LA MISE EN CAUSE DE L'ECHANGE INTERNATIONAL

- a- **L'échange inégal** : La théorie de l'échange inégal fut développée par les économistes comme **Samir Amine** et **Argheri Emmanuel**, pour ceux-ci les pays développés exploitent les pays en développement. Le salaire faible, les spécialisations peu avantageuse dans les pays en développement et les pays développés se procurent plus d'emplois qu'ils en offrent en échangeant les marchandises.
- b- **L'impérialisme** : La théorie de l'impérialisme a été développée par **Rosa Luxemburg** et **Lénine**. D'après ceux-ci, les profits diminuant dans les pays développés se traduisent par l'exportation des pays en développement dans lesquels les perspectives de profits sont encore meilleures, pour les capitalistes.
- c- **Les effets de la domination** : Selon l'économiste français **François PEROUX**, l'échange international résulte d'un rapport de force et de pouvoir. L'accès des pays en voie de développement au marché international est ainsi fermé par les pays développés qui exercent à la fois une domination économique, technologique et politique.

IV-LE PROTECTIONNISME

Le protectionnisme consiste à *établir des barrières tarifaires ou non-tarifaires à l'entrée des produits étrangers sur le territoire national*. Il s'agit de protéger la production nationale de la concurrence étrangère. On distingue trois types de protection :

-**Le protectionnisme tarifaire** : consiste à rendre plus cher les produits étrangers de telle façon que le consommateur préfère un produit national.

-**le protectionnisme non tarifaire** : Il mesure le contingentement c'est-à-dire une limitation quantitative des importations, une d'interdiction totale des importations (**prohibition**) formalités d'importation dissuasives ;

-**le protectionnisme gris ou administratif** : Il s'agit de recourir à la législation sur les normes de consommation, les normes sanitaires et environnementales pour protéger les consommateurs et écarter les producteurs des échanges.

CHAPITRE II : LES FACTEURS DE LA MONDIALISATION

I- Définition :

La mondialisation est un mouvement complexe de l'ouverture des frontières économiques et la déréglementation qui permet aux activités économiques capitalistes d'étendre leur champ d'action sur l'ensemble de la planète.

La multiplication des Etats indépendants et ouverts sur l'extérieur mais surtout le progrès des transports et de la télécommunication ont rendu ce mouvement possible et inéluctable à cause de la suppression des distances. Le processus est surtout alimenté par le phénomène de multinationalisation des firmes.

II- Le rôle des firmes multinationales

1-Définition : Une firme multinationale est une entreprise qui implante une ou plusieurs filiales dans plusieurs pays avec une stratégie et une organisation conçues à l'échelle nationale. L'importance des firmes multinationales est mesurée à travers les investissements directs étrangers (IDE).

Elle se présente généralement sous trois formes :

-les multinationalisations primaires ont comme domaine d'activité l'exploitation des ressources naturelles ;

-les multinationales à stratégie productive recherche à bénéficier des avantages de la division internationale du travail c'es-à-dire tirer profit des bas salaires et des perspectives importantes de gains de productivité que l'on trouve dans certains pays en développement ;

-les multinationales à stratégie commerciale sont à la recherche des marchés importants.

2- Les facteurs de la multinationalisation : Plusieurs facteurs sont à l'origine de la multinationalisation des firmes :

-les contraintes d'approvisionnement : En règle générale les entreprises cherchent à résoudre ce problème en s'installant sur place pour exploiter à moindre coût les ressources naturelles ;

-Les contraintes réglementaires : L'installation dans un pays d'accueil permet aux firmes

multinationales d'éviter les barrières douanières, les contingentements, les prohibitions, etc.

-la réalisation des économies d'échelle : En se multi nationalisant, une entreprise augmente ses parts de marché. Elle a donc la possibilité d'augmenter l'échelle de sa production.

-la réduction des risques : La diversification géographique permet aux entreprises de minimiser le risque en ne mettant pas tous leurs œufs dans un panier ;

-la réduction des coûts de production : L'installation sur place permet aux entreprises de réduire voire même de supprimer certains coûts liés notamment aux transports et profiter également des bas salaires du pays d'accueil.

3- Les conséquences de la multinationalisation : Pour le pays d'accueil :

Avantages	Inconvénients
-Création d'emploi ou réduction du chômage	-Pillages des ressources naturelles
-Distribution des salaires	-Concurrence de la production locale
-Rentrées fiscales	-Rapatriement du bénéfice
-Création d'infrastructures	-Emplois peu qualifiés et peu rémunérateurs
-Apport de capitaux étrangers	-Nuisances environnementales
-Réduction possible des importations	-Acculturation se traduisant par l'adoption de nouvelles de consommation
-Meilleur approvisionnement du pays	-Abus de pouvoir
-Apport de technologies et de techniciens étrangers	-Dépendance à l'égard des capitaux étrangers
-Formation de la main d'œuvre	-Délaissement de certaines productions notamment vivrières ce qui nécessite leur importation massive par le commerce
-Relance de croissance économique	

III- Les accords et organismes internationaux

Plusieurs l'institution se sont donnés pour objectif de faciliter les échanges soit au niveau mondial soit au niveau régional ou sous régionale :

A- Les accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) ou AGETAC (Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce) : Le GATT est un traité signé pour la 1^{ère} fois en **1947 entre 23 pays** et depuis alors se succèdent plusieurs négociation commerciales multinationales (NCM).

***Les différents cycles de Négociation Commerciale Multinationale (NCM)**

Nom du round du GAT	Date des négociations	Nb de pays participants	Réduction moyenne des tarifs (en %)
Genève	1947	23	35
Annecy	1949	13	2
Torquay	1950-1951	38	25
Genève	1955-1956	26	3,5
Dillon	1961-1962	26	7
Kennedy	1964	62	35
Tokyo	1973-1979	102	34
Uruguay	1986-1993	117	39
Doha	2001	145	?

L'OMC (**Organisation Mondiale du Commerce**) a remplacé le GATT le 1^{er} Janvier 1995 en reprenant les objectifs de ce dernier et en s'étendant aux nouveaux secteurs (**textiles, agriculture, propriété intellectuelle et services**). L'objectif du GATT est de développer le commerce mondial et le libre-échange.

Les principes du GATT sont :

- **la non-discrimination entre les produits mondiaux et étrangers** encore appelés clause de la nation la plus favorisée (**tout pays doit pouvoir bénéficier du meilleur traitement accordé**) ;

-**l'élimination des restrictions quantitatives** : Interdiction des contingentements, les obstacles non tarifaires ;

-**l'interdiction** du dumping et des subventions à l'exportation, ses principes sont dans les faits souvent assouplis, les objectifs du GATT étant avant tout l'affrontement commercial (**possibilité de quotas en cas de déficit grave de la balance, préférence tarifaire accordée aux pays développés, création de la zone de libre-échange**).

B -La création de zone d'échange privilégiée

On distingue plusieurs étapes dans l'intégration économique : **les zones de libre-échange** (baisse des droits de douane) :

- l'union douanière (plus de tarif extérieur commun) ;
- le marché commun (plus de libre circulation des capitaux et des personnes) ;
- l'union économique (plus d'harmonisation des politiques économiques) ;
- l'intégration économique (plus d'autorité supranationale).

*CEE : Communauté Economique Européenne en 1957

*AELE : Association Européenne de Libre Echange en 1960

*Pacte andin ou accord de Carthagène en Amérique du sud en 1969

*MERCOSUR : Marché Commun du Sud en 1991

*ALENA : Accord de Libre Echange Nord-Américain en 1992 (USA, Canada, Mexique)

*ASEAN : Association of South East Asia Nations en 1975 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande).

SUJET DE DISSERTATION

Quels sont les effets de l'internationalisation des échanges sur l'emploi des pays industrialisés ?

Mots clefs : échanges mondiaux, croissance

Liens entre les notions : il s'agit de **mettre en évidence le lien entre l'insertion dans l'échange et la croissance économique des pays échangistes**. Le fait que ces derniers s'intègrent dans le commerce mondial génère-t-il toujours l'accroissement des richesses ? On peut supposer que dans certains cas la relation se vérifie alors que dans d'autres elle doit être amendée.

Etude du dossier documentaire

Document n°1 – J.E. Stiglitz, *La Grande Désillusion* (extrait)

L'ouverture des économies de certains pays en développement au commerce mondial a permis la croissance. Les stratégies de développement utilisées ont été celles qui ont privilégié la promotion des exportations basée sur une certaine forme de spécialisation. Les pays de l'Asie du sud-Est en constituent un bon exemple. D'ailleurs, des améliorations importantes en termes de niveau de vie et de développement y ont pu être enregistrées. Le libre-échange constitue donc un facteur important de la croissance économique.

Document n°2 – J.-M. Siroën, « Les pays du Sud dans le commerce mondial » (extrait)

L'insertion dans le commerce mondial des pays en développement a été bénéfique pour un certain nombre d'entre eux, ces derniers ayant rejoint le groupe des pays développés. La croissance des exportations permet de financer les importations mais aussi de stimuler la demande. La création des richesses quant à elle permet la création d'emplois situés dans les nouveaux secteurs d'activités liées au commerce mondial, ces créations permettant d'amortir le choc des destructions d'emplois dans les secteurs traditionnels. En revanche, l'insertion dans le commerce mondial a aussi provoqué une césure importante au sein des pays en développement dans le sens où certaines nations n'ont pu bénéficier des bienfaits du commerce mondial et ont même connu des échecs.

Document n°3 – Prix et production de café en Éthiopie (graphique)

Le prix des importations n'a cessé de croître en Éthiopie (+ 98 % environ) alors que celui des exportations n'a fait que régresser (environ – 55%). Les exportations ne peuvent donc plus financer les importations. On assiste alors à une dégradation des termes de l'échange. Cette analyse renforce celle développée dans une analyse contenue dans le document n°2.

Document n°4 – B. Guillochon, *La Mondialisation, une seule planète, des projets divergents* (extrait)

L'insertion dans le commerce mondial doit passer par une phase préalable de création de branches industrielles de base. L'intervention de l'Etat est primordiale dans le sens où il doit mettre en place un protectionnisme éducateur afin de les protéger de la concurrence internationale. Le protectionnisme élevé des pays d'Asie du Sud Est leur a permis de se développer. En revanche, d'autres pays ont choisi la voie de la libéralisation (ceux d'Amérique Latine) qui a été inspirée par les institutions internationales comme le FMI.

Document n°5 – Une explosion des échanges depuis 50 ans (graphique)

La progression très importante des échanges permet de générer une croissance mondiale importante. Par conséquent, l'insertion dans les échanges des différents pays leur permettrait de connaître une croissance forte. Toutefois, il faut remarquer que l'augmentation des échanges de produits manufacturés a été la beaucoup plus forte que celle des produits agricoles. Le développement des échanges va donc bénéficier plutôt aux pays qui se sont spécialisés dans la production de biens manufacturés que ceux spécialisés dans l'exportation de produits de base.

Document n°6 – Exportations mondiales de marchandises par région (graphique)

Les exportations de marchandises de certaines régions vers le monde ont fortement progressé

depuis 1948. C'est le cas de celles en provenance d'Europe, du Moyen Orient et d'Asie et notamment de Chine. Par conséquent, ces augmentations touchent aussi bien des pays développés qu'en voie de développement ou émergents.

En revanche, la part des exportations de marchandises d'autres régions du monde dans l'ensemble des exportations mondiales a régressé : c'est le cas de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud et centrale et de l'Afrique. Le type de spécialisation conditionne donc l'insertion dans les échanges mondiaux.

CORRIGE

Introduction

Dès la fin du XVIII^e siècle, des penseurs rejettent l'hypothèse selon laquelle les pays ne peuvent tous bénéficier des bienfaits des échanges. L'école classique défendra le fait que le commerce mondial est un jeu à somme positive et non à somme nulle. L'avantage comparatif viendra expliquer la manière avec laquelle les pays seraient censés s'intégrer dans le commerce mondial puisque ce dernier contribue au « bien être universel ».

Qu'en est-il réellement aujourd'hui ? Les pays qui se sont insérés dans le commerce mondial, c'est-à-dire en privilégiant une ouverture de leur économie en se spécialisant et en rejetant le protectionnisme, ont-ils connu l'augmentation de leurs richesses appelée croissance économique ? La libéralisation des échanges apparaît-elle toujours comme source de création de ces mêmes richesses ?

L'insertion dans les échanges peut constituer un facteur de croissance dans les pays échangistes. En revanche, elle peut aussi générer des effets pervers. Afin de réduire ces derniers, des régulations doivent se mettre en place que ce soit à l'échelon des Etats ou au niveau international.

Première partie : l'insertion dans les échanges mondiaux assure la croissance

A. Le libre-échange stimule la croissance...

Sur le plan empirique, une corrélation positive entre l'augmentation du PIB mondial et la croissance des échanges existe depuis 1950 (document n°5). Ceci confirmerait donc les analyses qui s'inscrivent dans le cadre des avantages comparatifs. Tous les pays échangistes auraient un intérêt à l'échange.

Les partisans du libre-échange y voient un facteur d'efficacité économique : il favorise la croissance en stimulant la demande (importations et exportations) et les investissements et en obligeant à être compétitif soit en termes de prix ou de manière structurelle (document n°1 et document n°2).

B. ... en offrant des débouchés aux produits et technologies nationaux

Le commerce mondial permet un approfondissement de la division internationale du travail en sachant que chaque pays se spécialise dans les secteurs pour lesquels il possède un avantage. De plus, l'extension des marchés rend les producteurs moins sensibles aux aléas des conjonctures nationales ; de surcroît, elle permet la réalisation d'économies d'échelle (document n°2). Enfin, elle permet le maintien de l'emploi ou des créations d'emplois dans les secteurs soumis à l'ouverture : ces derniers permettant de soutenir la demande qui constitue le principal facteur explicatif de la croissance économique).

Deuxième partie : toutefois, elle peut comporter des risques pour les pays échangistes si elle

n'est pas accompagnée

A. Le libre-échange peut aussi générer des effets pervers...

Certains pays ou groupes de pays profitent davantage de l'ouverture de leur économies que d'autres : c'est notamment le cas de l'Europe qui voit sa part dans les exportations mondiales progresser alors que d'autres régions demeurent les parents pauvres du développement des échanges mondiaux (document n°6). De plus, certaines spécialisations ne permettent pas toujours le développement (document n°2) : certaines exportations ne peuvent pas financer le développement étant donné la dégradation des termes de l'échange. De même, l'ouverture et la spécialisation ne bénéficient pas à tous les secteurs productifs nationaux, ce qui peut conduire à des destructions d'emplois dans ces derniers (document n°3).

B. ... qui nécessitent une certaine régulation

La régulation peut être mise en place par les Etats. En effet, les pays de l'Asie du Sud-Est ont mis en place une certaine forme de protectionnisme éducateur afin de protéger des activités naissantes (document n°5). De même, des investissements publics ont pu faciliter la création d'avantages comparatifs (document n°5) ainsi que la reconversion des sites.

Au niveau international, des interventions ont pu aussi contribuer à une certaine forme de régulation : l'OMC intervient dans le concert du commerce mondial en faisant appliquer des règles relatives à la concurrence. De même, les sociétés civiles réagissent aux conditions dans lesquelles se mettent en place les relations commerciales : les réactions altermondialistes se développent ainsi que des changements de comportement dans les pays du Nord se font jour (développement du commerce équitable, réflexion en termes de développement durable

Conclusion

Le développement des échanges apparaît comme un facteur important de croissance aussi bien pour les pays du Nord que pour certaines nations du Sud. Par conséquent, l'hypothèse de l'échange international comme contributeur au bien être universel tend en partie à se vérifier. Toutefois, des régions du monde apparaissent toujours comme les parents pauvres de l'échange : c'est notamment le cas de l'Afrique subsaharienne.

Le libre-échange constitue donc un vecteur de croissance mais il doit aussi être accompagné afin de limiter ses effets pervers. Cet accompagnement peut être le fruit de politiques nationales ou le résultat d'interventions au niveau international comme l'OMC. Les protestations qui émergent dans les sociétés civiles des différents pays jouent aussi un rôle dans la régulation du commerce mondial.

Il serait intéressant de mesurer l'impact de ces différentes actions sur la nature des échanges et notamment la mise en place de normes au niveau international qu'elles soient environnementales, sociales et même éthiques.